

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

## Le rôle de la Suisse dans les mutations géopolitiques

par Ralph Bosshard\*, exposé du 2 septembre 2023 au 3<sup>e</sup> Congrès «Mut zur Ethik», Sirnach (Suisse)



Ralph Bosshard  
(photo wp)

En 2013, lors de ma première visite au Collège de l'état-major général des forces armées russes, j'ai partagé la même expérience que Scott Ritter lors de son voyage d'inspection dans l'ancienne Union soviétique: j'ai constaté que les colonels, les généraux et les amiraux russes étaient des gens tout à fait normaux et qu'ils ne correspondaient pas du tout à l'image que l'on s'en fait actuellement dans la presse germanophone. Au cours des 14 mois qui ont suivi, nous avons envisagé les diverses possibilités de défense de la Russie en cas d'invasion, et avons réalisé à quel point la tâche était ardue concernant une armée qui comptait alors 900 000 combattants. Sur ce point, la formation à Moscou se démarquait décidément de celle pratiquée dans les nombreux cours de l'OTAN que j'ai suivis sous le slogan «*foster peace and stability*» [favoriser la paix et la stabilité], nous nous entraînaient constamment à réprimer des révoltes imaginées sur des îles fictives au milieu des océans.

### La neutralité dans le contexte d'une guerre hybride

Constater des différences de ce genre exige que l'on parle la langue et connaisse la réalité locale. C'est ainsi qu'il me semble que la formation des journalistes, elle aussi, devra inclure obligatoirement une formation linguistique, faute de quoi leurs reportages n'auront aucune valeur. Les journaux qui n'exigent pas ces compétences se réduisent à des feuilles pour allumer le feu dans la cheminée.

L'un des axes stratégiques de l'actuelle rivalité entre les grandes puissances est la promotion du crime organisé, peu importe si on dénomme cette réalité «guerre hybride» ou autrement mais tant que, dans l'Ukraine d'aujourd'hui, des personnages comme *Oleg Liachko*, présumé pédophile, *Arsen Avakov*, ex-ministre de l'Intérieur, présumé corrompu et criminel, ainsi qu'un *Juri Luzenko* qui, bien que n'étant pas juriste, a occupé le poste de procureur général, tant que de tels gens, dis-je, exercent de l'influence politique, même les enquêteurs criminels les plus compétents n'auront aucune chance d'élucider ou d'empêcher les crimes commis dans ce pays, notamment contre les femmes réfugiées ukrainiennes. En Russie, comme en Biélorussie, les questions du rapport entre politique, économie et société sont traitées, depuis le début du millénaire, très différemment à la manière occidentale. Il en a résulté une opposition dans la conception guerrière – passée largement inaperçue dans nos sociétés – qui se manifeste aujourd'hui ouvertement dans les attitudes empruntées face à la guerre en Ukraine. Les théories de *Francis Fukuyama* ont été largement réfutées par la réalité.

En Afghanistan, pendant 20 ans, l'OTAN a mené dans les faits une guerre non pas contre le terrorisme, mais contre une société entière. La faute en revient à tous ces «political advi-

sors» [experts politiques] et «gender advisors» [conseillers et souvent conseillères en matière du genre] déployant leur zèle au sein de la mission de l'OTAN, exigeant des habitants de ce pays qu'ils se familiarisent, en quelques années, avec tous les acquis européens depuis la Révolution française: les droits de l'homme, la démocratie, l'égalité des droits et bien d'autres. Face à cette destruction intérieure, il est urgent d'empêcher ces gens de détruire de la sorte également d'autres Etats d'Asie centrale.

En guise de première conclusion, il faut donc retenir que le fait d'intégrer dans une optique guerrière la totalité des domaines de la vie sociale ainsi que de l'action gouvernementale, et l'intensité avec laquelle cette intégration est pratiquée aujourd'hui, impose qu'on débattre à nouveau ce qu'est et reste l'essence de la notion de neutralité – un sujet qui se trouve au centre des enquêtes de ce colloque.

### Pour la Suisse, le contexte est favorable

Les Suisses ont toujours eu tendance à mettre leurs lampes sous le boisseau. En termes de superficie, la Suisse est en effet un petit pays, classé 132<sup>e</sup> sur les 194 pays dans le monde. En revanche, quant au nombre de sa population, elle se range à la 100<sup>e</sup> place, se situant ainsi exactement au milieu. Concernant sa performance économique, son 21<sup>e</sup> rang la range parmi les grands de ce monde. En tant que pays moyen à grande performance économique, sans passé colonial et avec une longue tradition de non-intervention dans les conflits étrangers, la Suisse se trouverait donc en effet en mesure de s'attirer la sympathie d'un grand nombre de pays dans le monde. Cela lui a également permis de surmonter, en son temps, des problèmes d'image liés à sa position de place financière et la jalousie des pays ravagés par les deux guerres mondiales. Tout cela l'oblige à une politique étrangère active. Si la Suisse se soumet aux diktats de la politique étrangère du Service d'action extérieure de l'UE, elle renonce à des avantages importants et ne s'attire que des inconvénients.

### L'abus de la neutralité

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, *Joseph Staline* avait intérêt à ce que son pays reste neutre car son idéologie lui faisait penser que l'Union soviétique se moquait bien de voir les pays capitalistes, qu'étaient l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Empire britannique, s'entredéchirer. En outre, il espérait probablement pouvoir profiter du moment de faiblesse qui ne manquerait pas de se produire, une fois ces puissances affaiblies par la guerre. A l'inverse, certains milieux influents en Grande-Bretagne ont pu s'interroger sur l'intérêt du royaume à voir le Troisième Reich national-socialiste et l'Union soviétique bolchevique s'affronter. La Grande-Bretagne était avant tout intéressée par son empire colonial et menait depuis la guerre de *Succession d'Espagne* une stratégie d'équilibre sur le continent européen. Dans ce contexte, la neutralité a été utilisée de manière abusive comme vecteur, contrairement à la Suisse qui a toujours considéré la neutralité permanente comme une condition préalable à sa crédibilité.

Ce sont peut-être les mêmes considérations qui ont poussé les Américains, lors de la conférence de Potsdam, du 17 juillet au 2 août 1945, à pousser les Soviétiques à rompre leur pacte de neutralité avec le Japon et à attaquer cet empire trois mois après la fin de la guerre en Europe. Imaginez quel aurait été le rapport de force en Asie du Sud-Est si, comme on le craignait, les Etats-Unis avaient perdu un million de soldats lors de l'invasion du Japon, tandis

que l'Armée rouge en aurait transféré autant en Extrême-Orient. L'Union soviétique aurait eu les mains libres dans le sud-est asiatique! Il fallait donc entraîner l'Union soviétique dans la guerre et faire en sorte que le Japon capitule rapidement, sans grandes pertes pour les Américains. Le largage de deux bombes atomiques en a été la conséquence logique. Ces événements ont également révélé une conception peu crédible de la neutralité.

### Un fusil d'assaut dans l'armoire

Depuis des décennies, on répète que la neutralité doit être armée pour être crédible. C'est évident, même pour un Etat autre que la Suisse. Si l'on omet de le faire, on encourage une intervention militaire. Le cas le plus récent est la guerre de l'automne 2020 dans le Haut-Karabagh. En ce sens, la neutralité n'est pas synonyme de pacifisme, mais résulte de la prise de conscience qu'il vaut mieux ne pas mener des guerres menant à l'autodestruction. Mais la neutralité ne doit pas seulement être crédible, elle doit également être utile, au point que ce seront les voisins d'une puissance neutre, eux aussi, qui ont intérêt à ce que cette dernière reste intacte. Cela plaide également en faveur d'une politique étrangère active de la Suisse.

Les partisans d'une adhésion à l'OTAN avancent régulièrement l'argument qu'une défense autonome n'est aujourd'hui plus réalisable. C'était déjà le cas depuis des siècles, car sans importation des matières premières nécessaires, nous n'aurions même pas pu fabriquer nous-mêmes de la poudre pour nos fusils. Et aujourd'hui encore, seuls quelques-uns des 194 Etats de la planète sont en mesure de produire eux-mêmes tout ce dont une armée a besoin. De plus, l'argumentation reliant la dépendance aux importations et l'adhésion à l'OTAN est loin d'être close. On peut également se demander comment les partisans de l'OTAN peuvent tenir un tel discours faisant toujours abstraction du modèle approprié pour une défense nationale suisse dans le cadre d'un scénario de conflit pan-européen.

Si la Suisse devait effectivement se voir un jour obligée à se défendre contre un agresseur, elle devrait alors inciter au moins l'un de ses voisins à lui maintenir l'accès aux marchés mondiaux. Par contre, personne n'exige qu'un autre pays fasse la guerre au nom de la Suisse. Trois de nos voisins font partie des grands de la politique mondiale, ce qui inclut des ambitions géopolitiques du golfe d'Aden à l'océan Arctique en passant par le golfe de Guinée. Le fait de prendre part de manière quasi préventive à des agressions contraires au droit international pour s'attirer les bonnes grâces de ces voisins ne peut pas constituer une stratégie valable pour garantir notre sécurité.

### La Suisse – noyau européen depuis ses débuts

Tout le monde sait qu'*Érasme de Rotterdam*, *Paracelse* ainsi que bien d'autres grands érudits du début des Temps modernes ont enseigné à l'université de Bâle; de même, *Jean Calvin* avait fondé son fief religieux à Genève où il décéda, ville dont était originaire *Jean-Jacques Rousseau*. Ce que l'on sait moins, en revanche, c'est que l'ingénieur en chef de la cathédrale de Milan, *Giovanni Solari*, était originaire de Carona, près de Locarno, et que son fils *Pietro Solari* a joué un rôle de premier plan dans l'extension des bâtiments du Kremlin de Moscou. Dès le 13<sup>e</sup> siècle, la version originale de la *Chanson des Nibelungen*, l'un des plus anciens témoignages de la langue allemande, avait été copié au couvent de Saint-Gall. Dans le monas-

tère de Saint-Gall, de pieux moines, notamment *Notker le Bègue*, ont créé, dès le X<sup>e</sup> siècle, le premier commentaire d'*Aristote* depuis l'Antiquité, alors que les habitants de Berlin et sa région en étaient encore à adorer des idoles païennes! Tout bien considéré, la Suisse se trouve donc au milieu de l'esprit européen, dans son essence et dès ses débuts, ne faisant pourtant pas partie de l'UE ni de l'OTAN. C'est ce qui rend sa position face aux questions actuelles si intéressantes. Pour les puissances situées en dehors de l'Europe, il ne sert à rien de parler aux représentants des petits pays membres de l'UE, car c'est Bruxelles qui parle pour eux. En revanche, en tant que non-membre de ces alliances et pays souverain, la Suisse peut se faire entendre au niveau international.

### Un changement géopolitique non négligeable

Sans parler du fait qu'un grand nombre de pays de la planète restent en dehors des sanctions de l'UE contre la Russie, les sommets des pays africains avec la Russie et le sommet des BRICS de ces derniers mois et semaines ont témoigné de la position du monde vis-à-vis de l'Europe. Lors du sommet Afrique-Russie des 27 et 28 juillet derniers, 41 pays africains sur 54 étaient représentés par des chefs d'Etat ou de gouvernement ou des ministres. Pour la plupart de ces pays, les Européens sont indésirables en raison de leur passé colonial. Selon les informations, les Chinois se trouvent actuellement en perte de popularité sur le continent africain. Eux aussi ont parfois tendance à se montrer arrogants et à éprouver un sentiment injustifié de supériorité culturelle. Peut-être commettent-ils les mêmes erreurs que les Européens par le passé. Les Africains, en particulier, ne voient pas l'intérêt de troquer leur dépendance aux puissances coloniales européennes, si péniblement éliminée, contre une nouvelle dépendance à Pékin, comme ils se garderont d'accueillir chez eux, bras ouverts, les zélés du genre, principalement d'origine européenne nord-est.

Le sommet des BRICS qui s'est tenu du 22 au 24 août a témoigné du grand intérêt qui existe envers ce groupe de pays représentant aujourd'hui une part de la population mondiale et de la performance économique globale qui ne se laisse plus ignorer. Il ne faut pas s'attendre à ce que les BRICS-Plus forment un bloc solidement constitué, comme les pays du bloc communiste à l'époque de la guerre froide, lorsque l'appartenance à un bloc représentait aux yeux de nombreux pays une question de survie militaire. Mais pour de nombreux pays, l'occasion se présente aujourd'hui de s'assurer des offres les plus avantageuses de la part de l'Occident ainsi que celles émanant des BRICS-Plus. Ceux qui ne saisissent pas cette opportunité méconnaissent tout simplement leurs chances. Et peut-être que la cohésion assez lâche des BRICS est également un élément à rendre ce groupe d'Etats attractifs. La politique mondiale se fera à l'avenir dans les capitales des pays BRICS-Plus.

*Xi Jinping* et *Vladimir Poutine* en seront peut-être déjà à régler les problèmes de la péninsule coréenne, alors que la ministre allemande des Affaires étrangères restera coincée dans un avion gouvernemental en panne.

### Conclusion

La politique mondiale est en train de redistribuer les cartes, au détriment de tous ceux qui veulent diviser le monde entre bons et mauvais, entre noirs et blancs. On dirait une politique mondiale pour daltoniens. L'OTAN n'a pas attendu son humiliation lors des scènes sur

\* *Ralph Bosshard* a étudié l'Histoire générale, l'Histoire de l'Europe de l'Est et l'Histoire militaire. Il a suivi l'école de Commandement Militaire de l'EPFZ ainsi que la formation d'état-major général de l'Armée suisse. Il a continué sa formation universitaire et militaire par des études linguistiques en russe, à l'Université d'Etat de Moscou, ainsi qu'à l'Académie militaire de l'Etat-major général de l'armée russe. Il est expert en matière de la situation en Europe de l'Est pour avoir travaillé, pendant six ans, à l'OSCE en fonction de Conseiller spécial du représentant permanent de la Suisse.

## Pas d'adhésion au Sky Shield!

Un vrai OUI à la neutralité  
et non à l'OTAN pourvoyeur de guerres

Des groupes suisses et autrichiens lancent un mouvement  
pour la neutralité et préparent des actions contre Sky Shield

En septembre et octobre, une série de réunions en ligne de militants suisses et autrichiens ont eu lieu pour la défense central de l'OTAN. Plusieurs groupes des deux pays y ont participé. A donné lieu à ces rencontres la déclaration commune des gouvernements de Berne et de Vienne d'adhérer au système de missiles de l'OTAN «Sky Shield».

Pour les mouvements pacifistes, l'adhésion à un système d'armes central de l'OTAN est complètement incompatible avec la neutralité de nos deux pays. Les affirmations selon lesquelles il ne s'agirait que d'une «communauté d'achat» ne sont pas crédibles.

En outre, la grande majorité des Suisses et des Autrichiens sont favorables au maintien de la neutralité, alors que la participation à «Sky Shield» signifierait une adhésion de facto à l'OTAN. Cela ne constituerait pas seulement une violation fondamentale de la neutralité constitutionnelle, mais conduirait à une mise en danger de notre sécurité.

L'arsenal de missiles nucléaires de l'OTAN constitue l'une des causes centrales de la guerre en Ukraine. Depuis 2008, le Kremlin a demandé à l'Occident à de nombreuses reprises de renoncer à une nouvelle avancée de l'OTAN vers la frontière russe: L'installation de radars et de rampes de lancement de missiles en Pologne et en Roumanie a été comparée par les Russes à l'installation des missiles nucléaires Pershing II, dirigés contre la Russie dans les années 1980! En effet, les installations de lancement de missiles, déclarées être du genre purement défensif, sont faciles à transformer en celles d'attaque. Les missiles nucléaires et la défense antimissile forment un seul système. Ils visent à rendre crédible la menace américaine de première frappe nucléaire et à renforcer ainsi la revendication de puissance globale des Etats-Unis et de l'Occident. En outre, «Sky Shield» continue d'alimenter la spirale de l'armement.

Nous nous opposons clairement et résolument à l'adhésion à «Sky Shield», car c'est la

voie vers une nouvelle escalade de la guerre. En revanche, le maintien de la neutralité est un signal clair en faveur de la paix et contre l'alliance belliciste de l'OTAN. Fermement, nous demandons sa dissolution.

Notre initiative de neutralité transnationale a l'intention de se manifester, à la prochaine occasion, en Suisse et en Autriche, sous la forme d'une action commune et simultanée contre l'adhésion à «Sky Shield». Toutes les forces démocratiques et pacifiques sont invitées à se joindre à cette action.

Signateurs:

*Selbstbestimmtes Österreich; Linksbündig.ch; Bündnis gegen den Krieg – Hände weg von Syrien; Antimperialistische Koordination, Autriche; Attac Fribourg; Steirische Friedensplattform; Robert Glaubauf, MFG-Landesgruppe Wien; Wolfgang Friedhuber, activiste pour la paix, Graz; Christina Angerer, psychothérapeute, Innsbruck; Charly Walter, architecte d'intérieur, Innsbruck; Georg Becker Vienne, juriste à la retraite, Unter St. Veit; Peter Weish, écologiste humain, Forum Wissenschaft & Umwelt, Vienne; Hans Bieri, membre du comité de l'initiative sur la neutralité, Suisse; Willi Langthaler, activiste et auteur, Vienne; Martin M. Weinberger, activiste pour la Palestine, Vienne; Judith Leitner, Vienne; Gerhard Kofler, activiste pour la paix, Vienne; Franz Sölkner, Steirische Friedensplattform; Nikolaus Schwartz, Initiative Zivilgesellschaft; Markus Heizmann, Bâle, Schweiz, (membre de Bündnis gegen den Krieg – Hände weg von Syrien); Andrea Duffour, Fribourg, Suisse (Bündnis gegen den Krieg – Hände weg von Syrien); Paul Stulz (membre Attac Fribourg); Georg Prchlik, avocat, Vienne; Edgar Hagenbichler, médecin, mandataire du groupe de médecins MFG au sein de l'ÄK, Vienne; Renate Konopitzky, biochimiste, membre de l'association des médecins MFG; Hubert Thurnhofer, rédacteur en chef, ethos.at; Kerstin Bartel, enseignante, Vienne; Andrea Drescher, Conseillère d'entreprise, journaliste indépendante, Haute-Autriche.*

(Traduction *Horizons et débats*)

### «La rôle de la Suisse ...»

suite de la page 1

l'aéroport de Kaboul, en août 2021, pour modeler son comportement selon celui de l'équipe Olsen dans la série télé danoise «Enquêtes du Département V» des années 80 et 90. En effet, cette brigade de bras cassés dirigée par Egon Olsen se montrait prête à tous les coups tordus mais échouait chaque fois à cause de ses propres défaillances.

Tant que durera le conflit ukrainien, l'Occident poursuivra son processus de refus de la réalité. La guerre en Ukraine doit se poursuivre, car elle offre, depuis longtemps déjà, le cadre dans lequel se prépare la troisième guerre mondiale. Les attaques contre le Kremlin à Moscou et les bases aériennes russes d'aviation à long rayon d'action près de *Saratov* et *Pskov* peuvent également être interprétées comme les principaux tests en vue de la (première) frappe contre la direction du pays et l'arsenal de dissuasion nucléaire russe. Si des attaques contre des bases de sous-marins russes et des silos à missiles devaient se produire dans un avenir proche, on saura alors le vrai jeu qui sera en train de se jouer. Pour l'instant, l'Occident va forcer l'Ukraine à poursuivre la guerre, même si elle doit y perdre chaque jour des centaines de morts. Il se peut que dans ce qui se passe dans les pays baltes le même jeu sordide se prépare, à l'instar de ce qui se joue depuis des années au Proche-Orient, où l'armée de l'air israélienne a l'habitude de mener des attaques contre la Syrie depuis l'espace aérien libanais. En participant aux sanctions économiques, la Suisse a elle-même terni son image de partenaire commercial de confiance. Quel rôle peut-elle encore jouer? On peut se demander si elle parviendra à nouveau à jouer un rôle de médiateur, comme c'était le cas entre les Etats-Unis et Cuba ou l'Iran, ou entre la Russie et la Géorgie. Pouvoir faire davantage qu'endosser le rôle d'une des voix appelant à la raison reste douteux.

### Perspectives

La neutralité est une position adoptée par des Etats souverains et des peuples conscients d'eux-mêmes, décidant eux-mêmes de leur destin et refusant d'être réduits à des pions d'un échiquier géopolitique. C'est le concept opposé à l'exceptionnalisme, attitude par laquelle les Etats-Unis souhaiteraient transformer tous les autres pays du monde en républiques bananières ou en territoires aux droits restreints, à l'instar de Porto Rico. La réticence avec laquelle le Sud mondial réagit aux avances de Bruxelles, Washington et Berlin oblige l'Occident à faire appel à des partenaires neutres. En ce sens, la pression exercée actuellement sur la Suisse est aussi à interpréter comme un signe de désespoir de ses auteurs.

La Suisse n'a pas été en reste dans le conflit en et autour de l'Ukraine. Les diplomates suisses ont joué un rôle déterminant dans l'aboutissement des accords de Minsk et de la mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine. Lorsqu'il est devenu évident que le dispositif de Minsk ne s'appliquera pas, les diplomates suisses ont proposé d'élaborer une feuille de route possible. Mais l'Ukraine et l'Occident ont voulu garder toutes les options d'action ouvertes – y compris celles militaires – pratiquant ensuite la politique du «choose and pick» [choisir à son goût].

La neutralité est tout sauf indécente. Par contre, pousser la Suisse à participer à des résolutions imposées par la force, après qu'elle ait tant investi dans des options pacifiques, est en effet indécent. La neutralité n'est guère une option de lâcheté. La Suisse est et demeure un pays n'exerçant pas de menace militaire. Par contre, profiter de sa position sécurisée pour collaborer à répandre la guerre dans d'autres pays serait en effet un signe de lâcheté. Utiliser la sécurité de sa situation pour participer à des tentatives de solutions pacifiques n'est pas un acte de bravoure, mais la contribution que le monde est en droit d'attendre de la Suisse. C'est dans cette voie qu'il faut continuer et persévérer. •

(Traduction *Horizons et débats*)

## La neutralité, une exigence sans faille

par Urs Graf, psychologue

A la guerre, les différences entre les êtres humains sont poussées à l'extrême, ces différences sont niées et réduites à un schéma grossier en noir et blanc: d'un côté ceux qui sont avec nous et, de l'autre, ceux qui ne le sont pas, par conséquent ceux ne faisant pas partie de nos amis, mais de nos ennemis...

Il s'agit là d'un état d'âme contre-nature et traumatisant, dans lequel tout ce qui sépare l'emporte sur ce qui unit. La méfiance, la peur et la haine qui en résultent rendent les individus malades et réduisent leurs défenses face aux incitations à commettre des actes inhumains.

Dans notre pays, la Suisse, on peut faire tout de même ce constat. Au cours des cent dernières années sa capacité de considérer les événements guerriers, eux aussi, en prenant du recul, a empêché – en tenant compte d'autres facteurs – que notre pays se soit laissé entraîner dans le tourbillon d'une politique de puissance meurtrière, ayant paralysant nos Etats voisins. Au lieu de prendre parti, la génération de nos parents s'est efforcée à apporter de l'aide humanitaire. Cela s'avéra être bénéfique à tout le monde.

Ceux qui nous défient, face aux guerres actuelles, de nous aligner selon leur conduite menacent la Suisse et la privent de sa capacité de contribuer à un monde plus pacifique. Est-il si difficile de voir que l'abandon de la neutralité suisse ne se produirait guère au service d'un ordre mondial plus juste. Le fait que cela ne demeure incompris dans une grande partie du monde, principalement occidentale, ne change rien dans le fond – mais rend notre situation plus difficile.

### L'argent de la guerre empêche la paix

En Ukraine, des centaines de milliers de personnes sont mortes jusqu'à présent, des deux côtés. Et les tueries insensées se poursuivent sans entrave. A quoi bon? C'est une question angoissante. Le pays meurtri s'appauvrit encore davantage et sera finalement divisé. En effet, une guerre par procuration se déroule sur le terrain de l'Ukraine. L'Occident uni s'acharne avec une rage aveugle contre la Russie, son ennemi juré.

Le tout prend une tournure encore bien pire quand on se rend compte des faits suivants: Fin février 2022, le président ukrainien a proposé de négocier. Moscou a accepté, contrairement à la têtue Union européenne. Cette dernière avait entre-temps livré une première tranche d'armes représentant une valeur financière de 450 millions d'euros. En mars 2022, *Vladimir Zelensky* a de nouveau proposé des négociations, et les Russes se sont montrés une fois de plus ouverts. Ce qui a aussitôt mené l'UE au barrage renouvelé. Entre-temps, elle a accordé à l'Ukraine une deuxième tranche d'une valeur de 500 millions d'euros. Malgré cela, les négociateurs à Istanbul ont failli parvenir à un

accord. Mais le 2 avril, le Premier ministre britannique *Boris Johnson* a téléphoné à *Zelensky* pour le solliciter de retirer ses avances, faute de quoi l'Occident arrêterait tout son secours. Lors de sa visite à Kiev, une semaine plus tard, il a redoublé ses efforts de blocage. Pas de négociations, sinon...

Face à ces faits, il faut garder à l'esprit: c'est exclusivement l'Occident qui, sous le diktat des Etats-Unis, a empêché catégoriquement les négociations avec la Russie, leur préférant le meurtre de masse des deux côtés.

Face à ces faits, il faut garder à l'esprit: c'est exclusivement l'Occident qui, sous le diktat des Etats-Unis, a empêché catégoriquement les négociations avec la Russie, leur préférant le meurtre de masse des deux côtés.

Face à ces faits, il faut garder à l'esprit: c'est exclusivement l'Occident qui, sous le diktat des Etats-Unis, a empêché catégoriquement les négociations avec la Russie, leur préférant le meurtre de masse des deux côtés.

Face à ces faits, il faut garder à l'esprit: c'est exclusivement l'Occident qui, sous le diktat des Etats-Unis, a empêché catégoriquement les négociations avec la Russie, leur préférant le meurtre de masse des deux côtés.

Daniel Wirz, Zoug

Source: *Patrik Baab*, «Auf beiden Seiten der Front» (Des deux côtés du front). Patrik Baab est un journaliste expérimenté exerçant métier depuis plus de 40 ans. Ses recherches sur les assassinats d'*Uwe Barschel*, d'*Olof Palme* et de *William Colby* ont montré que Baab n'a pas peur d'aborder des sujets délicats. Son dernier voyage l'a conduit dans la guerre d'Ukraine, des deux côtés de la ligne de front. C'est donc le titre du livre qui en est issu et qui vient d'être publié: «Auf beiden Seiten der Front – Meine Reisen in der Ukraine».

(Traduction *Horizons et débats*)

### Des voix discordantes

Le fait que *Horizons et débats* donne régulièrement la parole à des voix d'autres continents est pour moi un bienfait. Il fait contrepoids à la partialité quotidienne imposée à nos médias. C'est pourquoi je suis particulièrement reconnaissante face au résumé du discours du ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, le «pays des hommes intègres et droits», devant l'Assemblée générale de l'ONU de septembre. *Bassolma Bazie*, représentant engagé de l'indépendance de son pays, souligne que «les mensonges étatiques, la recherche du profit et du pouvoir» menacent la cohabitation humaine et le sens commun fondamental, surtout aujourd'hui, alors que le monde va de travers. Il est urgent de s'engager pour un monde plus juste. *Bazie* cite la Libye comme exemple d'un pays tourmenté par la violation de tout droit humain et international. Dans son propre pays, la population doit se défendre elle-même dans une guerre qui lui est imposée contre des bandes armées terroristes. Cette défense civile est difformée par certains chefs de gouvernement comme étant une troupe de mercenaires, mais elle n'est nécessaire que parce que les habitants terrorisés doivent défendre leur vie par eux-mêmes. De nombreuses troupes européennes et américaines sont encore présentes dans la région du Sahel: dans des buts toute autres que

pour protéger le droit international! «Soyons honnêtes, il s'agit avant tout des ressources minières de l'Afrique!» C'est pourquoi les Etats sous pression, notamment le Mali, le Niger et le Burkina Faso, prennent désormais ensemble en main le problème de leur sécurité.

Un mot quant à la notice rédactionnel concernant l'actualité chez nous et l'avenir de notre maxime de neutralité:

Un tel engagement indépendant et non influencé en faveur du droit doit également être la ligne directrice de chaque autorité suisse. La violation du droit par le service de renseignement suisse (SRC), qui a fiché *Horizons et débats*, m'a d'autant plus indignée. Il s'agit d'une violation flagrante de la Constitution fédérale. L'«occasion» d'agir de l'instance fédérale pour garantir la sécurité de la population était un article sur la neutralité suisse, publié dans *Horizons et débats*, prétendument influencée de la «propagande» russe. On croit de rêver. Le scandale face aux défaillances de nos autorités est complet, il faut s'y opposer fermement (par la voie juridique). La Constitution garantit la liberté d'expression et d'information, ainsi que la liberté des médias. Le procédé du SRC est inacceptable, par principe!

Renate Dünki, Oberwangen TG

# L'OTAN, puissance belliciste, étend actuellement ses tentacules à Genève, ville de la paix

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

L'ordre mondial est en train de changer, passant d'un «ordre basé sur des règles» (imposés par les puissances occidentales «au reste du monde») à une communauté d'Etats de nations égales en droits. Comme on le sait, la Suisse a été affectée, elle aussi, dans un tourbillon d'ampleur. Pour que notre modèle de démocratie directe, unique au monde, ne sombre pas dans les blocs de l'UE et de l'OTAN, et donc dans le vacarme de la guerre, il faut que nous évitions nos forces – ce qui n'est pourtant pas évident à tous, Suisses inclus. Le récent acte agressif dirigé contre notre souveraineté et notre neutralité est l'ouverture prévue d'un «bureau de liaison» de l'OTAN à Genève, ville de paix. Bien qu'aucune demande officielle n'ait encore été déposée, le Conseil fédéral et son administration s'empressent déjà «d'accueillir» cordialement chez nous, en Suisse neutre, cette alliance transformée en ligue belliciste. La plupart des médias suisses et voisins l'ont annoncée, le 11 octobre 2023.

## Héberger à Genève, ville de paix, une OTAN agressive?

Sur le menu d'accueil du site Internet du Conseil fédéral suisse, on cherche en vain le moindre indice officiel sur ce qui constitue, pour la Suisse neutre, ce no-go absolu. Interrogé par les médias, le Département des affaires étrangères (DFAE) s'exprime en disant qu'il ne s'agit pas d'un «bureau bilatéral de l'Alliance avec la Suisse officielle», mais d'un «bureau de liaison entre l'OTAN et les organisations internationales et non gouvernementales siégeant à Genève».<sup>1</sup>

Tant pis! Nous voilà donc avec une sorte de carrefour international répandant les concepts bellicistes de la principale alliance guerrière occidentale! Celle-ci veut s'établir en Suisse neutre afin de resserrer sa toile tout en esquivant nos instances démocratiques! En juillet déjà, après le sommet de Vilnius, l'OTAN avait annoncé, selon le point 86 de son communiqué: «Nous examinons la possibilité d'établir un bureau de liaison à Genève afin de renforcer encore notre engagement auprès des Nations unies et d'autres organisations internationales concernées».<sup>2</sup> Comme si le monde n'avait pas eu suffisamment d'expériences du genre OTAN de cet «engagement» semant partout où bon lui semble, ses affreuses guerres. Et pour quelles raisons le public suisse, donc les citoyens souverains, entendent-ils parler de ce «bureau» que maintenant, au moment où nous nous trouvons pratiquement devant le fait accompli? Qui donc aura pris note du point 86 d'un communiqué sans s'y être fracassé le nez? Toujours est-il que le quotidien «Tages-Anzeiger» retient, à propos de cette tactique: «La note est insignifiante et bien cachée. Mais pour la Suisse, elle constitue un fait politique explosif». Nous adhérons entièrement à ce point de vue!

## Des privilèges fédéraux pour un centre de propagande incitant à la guerre?

Même si la notion «neutre» apparaît, ces derniers temps, dans la propagande officielle suisse à répétition, ce moyen trompeur ne blanchit pas les actions du Conseil fédéral qui sont, de toute évidence, dirigées contre l'essence même de notre statut international de neutralité. Le DFAE a beau affirmer que l'ouverture d'un bureau de liaison de l'OTAN en Suisse ne poserait «aucun problème du point de vue du droit de la neutralité, [...] car l'alliance de défense constitue une organisation intergouvernementale selon la loi suisse sur l'état hôte». En fait, il devrait être de notoriété publique, même dans la Berne fédérale, que l'OTAN n'est plus une «alliance défensive», de toute évidence depuis sa guerre d'agression contre la Yougoslavie, mais qu'elle s'est par contre transformée en partie prenante à de nombreuses guerres dans diverses contrées du monde et donc en dehors de son territoire.

La Suisse a créé la loi sur l'état hôte d'une organisation internationale comme contribution de notre pays neutre à la promotion de la coopération au sein de la communauté mondiale.<sup>3</sup> Elle pose, par exemple, les bases juridiques du soutien au CICR et aux nombreuses organisations de l'ONU ayant leur siège à

## L'OTAN – une alliance défensive ?

*mw.* L'OTAN continue d'être qualifiée d'«alliance défensive» par de nombreux médias et politiciens suisses. Cette attitude ne lui convient plus de droit, et ceci depuis la nouvelle doctrine de l'OTAN, fixé sur le sommet de l'organisation du 24 avril 1999, comme le témoignent notamment les paragraphes 24 et 25 de son nouvel statut, avalisé à cette date. Son statut d'organisation est en plus obsolète selon les faits, en raison des plusieurs guerres de l'OTAN, menées en dehors du territoire de ses membres. Avec la guerre d'agression contre la Serbie de 1999 – sans l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU – l'OTAN a en outre enfreint pour la première fois sa propre règle stipulant que ses interventions soient menées «conformément au droit international [...]» (paragraphe 31, voir en bas).

«§24: Toute attaque armée contre le territoire des Alliés, de quelque direction qu'elle vienne, serait couverte par les articles 5 et 6 du Traité de Washington. Cependant, la sécurité de l'Alliance doit aussi s'envisager dans un contexte global. Les intérêts de sécurité de l'Alliance peuvent être mis en cause par d'autres risques en caractère plus général, notamment des actes relevant du terrorisme, du sabotage et du crime organisé, et par la rupture des approvisionnements en ressources vitales. De grands mouvements incon-

trôlés de population, résultant en particulier de conflits armés, peuvent également poser des problèmes pour la sécurité et la stabilité de l'Alliance. [...]»

§25: L'Alliance est attachée à une approche globale de la sécurité qui reconnaît l'importance des facteurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux, en plus de l'indispensable dimension de défense [...] [mise en relief par l'auteur]

§31: Poursuivant sa politique de maintien de la paix, de prévention de la guerre et de renforcement de la sécurité et de la stabilité [...] l'OTAN s'efforcera, en coopération avec d'autres organisations, de prévenir les conflits ou, si une crise se produit, de contribuer à sa gestion efficace, conformément au droit international, ce qui inclut la possibilité de conduire des opérations de réponse aux crises ne relevant pas de l'article 5. [...]» [mise en relief par l'auteur]

Sources:

Sommet de l'OTAN, 1999. *Le Concept Stratégique de l'Alliance*; [www.nato.int/Communiqué/pressel24/04/1999](http://www.nato.int/Communiqué/pressel24/04/1999).

«NATO und Energiesicherheit». *Deutscher Bundestag, Wissenschaftliche Dienste*; du 18/04/2012; WD 2 – 3000 – 055/12

«Vom Verteidigungsbündnis zur Kriegsmaschine». *Zeit-Fragen*, no 25, 11/06/2012 (<https://www.zeitfragen.ch/larchives/2012/Ino25>); disponible en allemand).

Genève. En plus celles aussi de caractère culturel, humanitaire et économiques, suisses et étrangères, dédiées à la coopération entre les pays et les peuples dans les domaines les plus divers, ainsi qu'aux conférences et aux tribunaux d'arbitrage internationaux. La loi régit l'octroi de privilèges, d'immunités et de facilités ainsi que les «contributions financières» de la Suisse (art. 1, al.1) à ces organisations.

Si la Suisse accordait ce genre d'hospitalité à l'OTAN, alliance militaire internationale et devenue agressive, cet empressement offrirait à ses collaborateurs la complète liberté d'action en Suisse pour accomplir leur mission en provenance de l'Outre-Atlantique et dont nous n'aurions aucune connaissance. De plus, ils ne seraient même pas soumis à l'Etat de droit suisse, mais bénéficieraient, par contre, de privilèges étendus, comme l'immunité contre les poursuites pénales ou l'exonération d'impôts (art. 3), mises exclusivement en place pour le CICR et les organisations de l'ONU. L'attitude du Conseil fédéral suisse dans cette affaire nous prépare un sombre avenir!

## Des voix critiques rappellent à l'ordre les déviations du Conseil fédéral concernant la neutralité suisse

*Beni Gafner*, rédacteur agrégé au Palais fédéral pour le «Tages-Anzeiger», s'étonne de

l'affirmation du Conseil fédéral selon laquelle un centre OTAN à Genève «ne porterait pas atteinte à la neutralité».<sup>4</sup> Gafner constate en revanche que «publiquement, la Confédération donne l'impression qu'avec l'OTAN, elle veut attirer à Genève une autre organisation de paix – une sorte d'œuvre d'entraide qui serait là pour tous, indépendamment des partis. Mais ce n'est pas le cas, car l'OTAN est une alliance défensive sous le commandement des Etats-Unis – et donc un adversaire militaire pour des pays comme la Russie ou la Chine». Comme les Etats-Unis sont «la puissance militaire absolument dominante» au sein de l'OTAN, selon Gafner, une approbation par le Conseil fédéral du site de l'OTAN à Genève «rapprocherait dangereusement la Suisse des Etats-Unis». Le rédacteur fait remarquer que pour la Suisse, «une présence permanente de l'OTAN dans le pays n'était jamais à l'ordre du jour», car pour la Suisse «il s'agit en priorité de permettre une médiation neutre entre les parties en guerre». C'est pourquoi il demande au Conseil fédéral de bien réfléchir «à ce que signifie exactement une présence de l'OTAN pour la Suisse, en respectant sa volonté de s'offrir comme médiateur».

On ne voit certes pas à quoi ce raisonnement limpide puisse se heurter. Genève, ville de paix, a été et doit rester un lieu neutre, et ainsi

## Colombie: mandat suisse pour des négociations de paix

### Les Bons services se situent au centre de la politique extérieure de la Suisse neutre

*mw.* A côté de l'insupportable empressement suisse à répondre favorablement aux sollicitations envahissantes de l'OTAN, avec (en positions de chef de file politique de cette manie) *Viola Amherd*, Conseillère fédérale dirigeante du Département de défense suisse, et *Ignazio Cassis*, chef du Département des affaires étrangères, les tâches véritablement urgentes défiant la Suisse neutre passent presque inaperçues, dans un monde ravagé par les guerres et la misère.

Un récent communiqué de presse du Conseil fédéral fait tout de même état des bons offices de la Suisse en Colombie. Citons-le donc. Dans le cadre des négociations de paix entre le gouvernement colombien et le groupe rebelle *Estado Mayor Central de las FARC-EP* (EMC), la Suisse «assume, à la demande des deux parties, un mandat officiel de pays garant des négociations. Ce mandat témoigne de l'estime dont jouissent la diplomatie de la Suisse et son travail en matière de politique de paix.» En outre, toujours selon la communication officielle bernoise, la Suisse contribue également «à réduire les conséquences du conflit, par exemple par des mesures humanitaires, le déminage et le soutien au développement rural». La Suisse

soutient le processus de paix en Colombie depuis vingt ans déjà. L'ambassadeur *Simon Geissbühler*, chef de la division Paix et droits de l'homme et droits humains du département des affaires étrangères, déclare: «La demande des parties en conflit est un signe clair de confiance en la Suisse et en sa politique de paix.» Et le Conseil fédéral de préciser: «Avec son engagement en faveur de la paix et de la sécurité, qui se manifeste par le soutien au processus de paix colombien, la Confédération suisse met en œuvre l'une des priorités thématiques de la stratégie de sa politique extérieure 2020–2023.»

Il est bon de savoir que cet engagement traditionnel suisse sur le plan international n'a pourtant pas été totalement oublié dans la stratégie de politique étrangère suisse. Les Bons offices suisses éprouvés doivent à nouveau reprendre le centre de la politique étrangère suisse. Ce n'est pas par soumission que l'on obtient le respect des puissants de ce monde – ni en politique rayonnante aux caméras, suisses et américaines, ni en béni-oui-oui – mais posément dans la conscience de faire ce qu'il faut en tant que magistrat au service de notre Suisse qui est «autre».



«Depuis que nous autres Suisses marchons vers la paix, en partenaires PPP égaux, on me prend enfin pour un adulte.» (Partenariat pour la Paix).

capable d'offrir ses bons offices à tout Etat et peuple en situation de guerre et de conflit. On ne veut aucunement se changer en plaque tournante facilitant les efforts de l'OTAN qui visent à étendre ses tentacules dans les organisations de paix et de protection des droits de l'homme. C'est une honte pour l'exécutif suisse d'avoir à le rappeler au Conseil fédéral!

Pour le Conseiller national *Franz Grüter* (UDC), président de la Commission de politique extérieure (CPE-N), il est et reste évident que la Suisse «en tant que pays indépendant et neutre» ne doit pas se laisser instrumentaliser par l'OTAN. Le Conseiller national socialiste *Fabian Molina* se montre, lui aussi, «critique à l'égard de l'ouverture d'un bureau officiel de l'OTAN à Genève».<sup>5</sup>

Par contre, d'autres parlementaires suisses, cités dans le même article<sup>6</sup>, se prononcent en faveur d'un centre de l'OTAN à Genève, avec des arguments pourtant peu convaincants: «La présence de l'OTAN renforce la Genève internationale», affirme audacieusement la Conseillère nationale *Andrea Gmür* (centre), tandis que la politicienne du PLR en matière de sécurité, *Maja Riniker*, avoue ouvertement: «L'implantation correspondrait à ce rapprochement avec l'OTAN réclamé par le PLR». C'est cette même représentante du peuple suisse à Berne à laquelle on doit l'idée géniale de contourner l'interdiction de continuer à livrer des armes suisses, par cette astuce pourrie: nous autres Suisses, vendrons des chars Léopard à l'Allemagne, celle-ci les garde et envoie ses propres Léopard en Ukraine. Le Conseiller national vert *Nicolas Walder* enfonce le clou en concluant ainsi: si la Suisse, suggère-t-il, offrait à l'OTAN la possibilité «d'entrer en contact» avec le CICR et l'ONU à Genève, cela pourrait avoir «un effet positif sur le respect du droit international humanitaire par les troupes de l'OTAN». Quelles niaiseries!

## L'Arrêt en dernière minute est encore possible!

Quelle est la suite des événements? Interrogé à ce sujet, le Conseiller national *Franz Grüter* confirme l'information médiatique selon laquelle il appartient au Conseil fédéral de décider de l'ouverture du centre de l'OTAN. Il doit simplement consulter au préalable les Commissions de politique extérieure (CPE) des deux Chambres. Grüter prévoit de déposer une intervention à ce sujet lors de la session d'hiver afin de stopper cette demande. Félicitations!

<sup>1</sup> Gafner, Beni; Reichen, Philippe; Israel, Stephan. «Nato-Büro in der Schweiz: Militärbündnis will nach Genf expandieren». Dans «Tages-Anzeiger» du 11/10/23

<sup>2</sup> Communiqué des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN du 11/07/2023, Point 86 ([https://www.nato.int/cps/en/natohq/official\\_texts\\_217320.htm](https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_217320.htm))

<sup>3</sup> «Loi fédérale sur les privilèges, les immunités et les facilités, ainsi que sur les aides financières accordées par la Suisse en tant qu'Etat hôte» (Loi sur l'Etat hôte, OLEH) du 22/06/2007

<sup>4</sup> Gafner, Beni. «Kommentar zum Verbindungsbüro. Vorsicht bei einem Ja zur Nato in Genf». «Tages-Anzeiger» du 11/10/2023

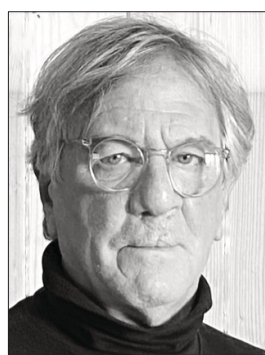
<sup>5</sup> Gafner, Beni; Reichen, Philippe; Israel, Stephan. «Nato-Büro in der Schweiz: Militärbündnis will nach Genf expandieren». «Tages-Anzeiger» du 11/10/2023

<sup>6</sup> Toutes les personnes citées ici ont été confirmées dans leurs fonctions lors des élections du 22 octobre.

# L'irrationalité en grande pompe

## Biden: bombes et missiles pour les profiteurs de guerre au lieu d'écoles, hôpitaux et routes

par Patrick Lawrence\*



Patrick Lawrence  
(photo ef)

Chaque fois que Joe Biden prend la parole, il faut «nous assurer que notre détecteur de bullshit est en position marche» pour citer une phrase cinglante d'*Hemingway*. Il est bien connu que notre Président, durant toute sa vie en public, n'a jamais manqué une seule occasion de nous le faire fonctionner. Il n'est donc pas étonnant que dans les deux discours, très médiatisés, prononcés récemment par Biden, il y ait débité quantité de bricoles incohérentes, répétées en moulin à prières. En effet, tel fut le cas dans ses derniers discours, le premier tenu à *Tel Aviv*<sup>1</sup> après avoir participé à une réunion du cabinet de guerre israélien, et le second,<sup>2</sup> lors de l'annonce au public américain qu'il était sur le point de dépenser beaucoup plus d'argent pour financer la violence israélienne, la guerre en Ukraine et les provocations dans le détroit de Taïwan.

### Nous devons tout de même bien l'écouter

Cependant, cette fois-ci, il était nécessaire de bien écouter ses propos. Au cours des cinquante dernières années, Biden a vendu beaucoup d'huile de serpent<sup>3</sup>, il est vrai. Ce qu'il propose aujourd'hui est pourtant trop lourd de conséquences pour être simplement rejeté. Biden exploite diaboliquement l'urgence évidente de la crise israélo-palestinienne pour nous entraîner dans l'ouverte confrontation avec une grande partie du monde entier. Or cette Amérique, en tant qu'empire suranné, irait donc tout droit à assombrir le 21<sup>e</sup> siècle si d'autres pays, surtout non occidentaux, ne nous éclaireraient pas sur la manière de comment sortir du bourbier mondial en évitant l'arrogance hégémonique états-unienne.

Après s'être adressé aux Américains depuis le bureau ovale, Biden s'est tourné vers le Congrès en le sollicitant pour l'aval d'un massif renouveau d'aide en faveur d'Israël, de l'Ukraine et du Taïwan, ce qui va hisser le montant des dépenses totales à 105 milliards de dollars. Voici les passages du discours de Biden que nous devrions examiner de près, nonobstant les formulations faussement simplistes, et considérant le fait que nous nous trouvons face au défi de crises dangereuses, en Asie occidentale [Moyen-Orient] et à travers les deux océans:

«C'est le leadership américain qui maintient la cohésion du monde. Ce sont les alliances américaines qui font en sorte que nous, l'Amérique, soyons en sécurité. Les valeurs américaines font de nous un partenaire avec lequel les autres nations veulent échanger. Risquer de déjouer tout cela, en nous détournant de l'Ukraine, en tournant le dos à Israël, cela n'en vaut pas le coup.

C'est pourquoi je présenterai demain une proposition de budget urgente au Congrès afin de financer les besoins de l'Amérique en matière de sécurité nationale et de soutien de nos partenaires importants [...]

C'est un investissement circonspect qui portera ses fruits pour la sécurité américaine pendant des générations, un investissement qui nous aidera à maintenir les troupes américaines hors des zones de danger accru, qui nous aidera à construire un monde plus sûr, plus pacifique et plus prospère pour nos enfants et petits-enfants.»

### Des mensonges en boucle

«Leadership américain», «tout le monde veut être notre ami», «la sécurité nationale en jeu», «il s'agit de la vie de nos enfants et des enfants de nos enfants» – le discours de Biden se lit

comme une pièce de théâtre nostalgique; combien de temps nos prétendus dirigeants de l'Amérique manient-ils ce genre de leurres pour nous rendre dupes? Le discours de Tel Aviv donne la même impression: dans les paroles de Biden, Israël apparaît, dans ses paroles, en démocratie intacte défendant la liberté et les droits de l'homme, etc. Nous entendons tout cela depuis des décennies – d'accord, allons-y: l'Ukraine est aussi une démocratie modèle défendant la liberté: elle se retrouve certes nouvelle dans ce répertoire, mais ce mensonge, lui aussi, nous est répété chaque jour à répétition.

Se rendre compte à quel point la rhétorique familière de Washington est creuse et depuis combien longtemps elle l'a déjà été est une chose. L'autre, cette fois-ci plus difficile, consiste à en voir la différence, de reconnaître qu'elle appartient au genre de celle employée lorsque les Etats-Unis ont pratiqué l'*escalade au Vietnam*. C'est cela, le genre de couverture employé du régime Biden essayant de nous plonger dans l'irrationalité la plus complète.

Examinons donc la véracité de quelques phrases du passage cité ci-dessus.

«Les dirigeants américains maintiennent la cohésion du monde, et les autres nations s'en félicitent.» La réalité en est autre. Depuis les attentats traumatisants du 11 septembre 2001, l'Amérique est devenue la principale cause des troubles mondiaux de ce siècle – tout le monde s'accorde sur ce point depuis des années. Et le comportement de l'Amérique à l'étranger a entre-temps suscité la rancœur de la majorité mondiale, peu importe si l'on compte la population ou le nombre de nations se mettant à l'encontre de la politique étrangère américaine.

Ensuite: «La nouvelle proposition budgétaire financera les besoins de l'Amérique en matière de sécurité nationale.» Les nouvelles dépenses proposées par Biden n'ont, en réalité, rien à voir avec la sécurité nationale, comme le montre clairement un coup d'œil sur la carte, sauf sur un point: l'Amérique et les Américains seront moins en sécurité, pas plus. Au-delà de nos côtes maritimes, ce seront les Israéliens, eux aussi, qui se trouveront dans une situation de perte de sécurité encore plus que celle actuelle, et ceci précisément en raison du soutien militaire apporté par les Etats-Unis, depuis des décennies. Ensuite, ce seront les Européens qui se trouveront également en sécurité moins garantie, idem pour les habitants de Taïwan. C'est le prix que nous et «le reste du monde» devons payer pour l'entêtement des cliques politiques à Washington à prolonger l'arrogante suprématie des Etats-Unis bien au-delà de leur moment réel dans l'histoire mondiale. C'est donc ce que j'entends en parlant du règne de l'irrationalité.

### Problème permanent – la «surextension impériale»

Un troisième (et dernier) exemple de cette rhétorique de l'irrationalité: «L'argent que nous allons dépenser en Israël, en Ukraine et à Taïwan maintiendra les troupes américaines hors de la zone de danger et rendra le monde plus sûr; plus pacifique et plus prospère pour les générations à venir.» Comme vient de l'exprimer Kelley Vlahos de *Responsible Statecraft*, l'Asie occidentale s'est transformée en une poudrière suite à la cruauté d'Israël. Les troupes américaines stationnées en Irak et en Syrie sont déjà exposées à des attaques de drones et de missiles dont personne

ne sait exactement par qui ils sont lancés. Nos enfants et leurs enfants s'épanouiront en toute sécurité? C'est ridicule. Je n'ai pas entendu l'expression «surextension impériale» depuis que *Chalmers Johnson* nous a quittés, il y a 13 ans. Nous vivons aujourd'hui ce qu'il avait prédit.

### Les coûts de la guerre engloutissent la qualité de vie de nos concitoyens

Comme nous l'avons récemment rapporté, le déficit budgétaire des Etats-Unis a doublé au cours de l'année budgétaire qui s'est achevée, le 30 septembre 2023, pour atteindre 1 700 milliards de dollars – additionnellement aux 30 000 milliards de dollars de dette publique que la génération de Joe Biden léguera à ses successeurs. Le pouvoir du complexe militaro-industriel – son pouvoir politique, j'entends dire – est à répondre considérablement de cette mauvaise gestion de l'économie américaine ayant conduit à ces chiffres.

Comme je suis en train de parler chiffres, examinons-en quelques-uns de plus près. Comparons ces 105 milliards que la Maison Blanche vient de proposer avec les fonds alloués à d'autres secteurs du budget national pour l'année budgétaire<sup>5</sup> qui a débuté ce 1<sup>er</sup> octobre – et notons combien de ces fonds les Etats-Unis dépensent de plus en faveur des trois bénéficiaires [Ukraine, Israël, Taïwan].

Le budget du ministère des Transports pour l'année budgétaire 2024 s'élève à 28 milliards de dollars, arrondi à l'unité supérieure. Pour le ministère du Travail, il s'agit de 15 milliards de dollars. Le ministère de l'Intérieur reçoit 19 milliards de dollars. Ces trois départements ont beaucoup à voir avec la manière dont les Américains vivent, c'est-à-dire avec notre qualité de vie. Routes, ponts, transports publics; programmes de formation pour les employés, sécurité au travail, relations entre employeurs et employés; autorisations et réglementations pour l'exploitation minière et forestière, parcs nationaux, affaires des Américains: les budgets de ces trois départements s'élèvent à 62 milliards de dollars. C'est moins de 60 pour cent de ce que Biden vient de demander au Congrès pour l'armement d'Israël, de l'Ukraine et de Taïwan.

Je ne suis pas un expert en budget et je ne réfléchis pas trop au budget fédéral, mais pour moi, ce que le gouvernement national dépense pour l'éducation est la décision la plus importante que prennent les «comptes d'apothicaires» fédéraux si nous considérons la prospérité, la sécurité et, globalement, l'avenir de ce pays, de nos enfants et de leurs enfants. Le budget du ministère de l'éducation pour l'année budgétaire 2024 s'élève à 90 milliards de dollars soit 15 milliards de dollars de moins que les dépenses provisoires pour les guerres et les affrontements à l'étranger.

### Sous la bannière de grands idéaux: opérations de blanchiment d'argent

Il convient de noter que sur les 105 milliards de dollars prévue pour «la défense», 61,4 milliards de dollars devront «officiellement» aller à l'Ukraine. Il y a un seul hic là-dedans: la moitié de ces 61,4 milliards de dollars ne va pas à l'Ukraine. Elle va au Pentagone, c'est-à-dire aux entreprises d'armement.

Une connaissance a récemment lu, sur le mur du bureau de quelqu'un, cette jolie phrase: «L'essentiel, c'est que l'essentiel reste l'essen-

tiel.» C'est pertinent, notamment dans le cas présent. Si nous considérons les 105 milliards de dollars de Biden, l'essentiel ici est qu'ils seront utilisés (1) dans une guerre que les Etats-Unis ne peuvent pas gagner (Ukraine), pour provoquer (2) une autre guerre que les Etats-Unis ne peuvent pas gagner (avec la Chine à propos de Taïwan), et finalement pour soutenir (3) le rouleau compresseur de la violence israélienne, volontairement disproportionnée, contre les Palestiniens. Sa logique innée correspond à ce que l'on appelle «nettoyage ethnique», même si l'on peut se demander combien de temps il faudra que l'effet de ce rouleau compresseur ne corresponde plutôt au terme, plus sinistre encore, d'«extermination». Or, ce qui se déroule sous nos yeux, c'est un processus que toute personne disposant toujours d'un tant soit peu de raison ne puisse concevoir comme rationnel. Je me souviens de la remarque de *Julian Assange* d'il y a quelques années. Elle concernait l'*Afghanistan*, mais sa pensée s'applique à toutes les guerres déclenchées par notre empire en libre chute. Selon ses paroles, face à de telles machinations, «nous nous trouvons essentiellement dans des opérations de blanchiment d'argent». Au nom de la sécurité nationale, du leadership mondial et de tout le reste: patriotisme, idéaux élevés, sens du devoir et tout ce que des gens comme Joe Biden peuvent débiter encore, sous cette noble bannière, une grande partie de l'argent des contribuables américains sera tout simplement *re-conduite au complexe militaro-industriel*.

Sinon, où serait la logique de voir Washington dépenser autant d'argent dans des guerres qu'il ne peut pas gagner et dans des affrontements inutiles dont il sortirait perdant? Compte tenu du fait que le système identifié par *Julian Assange* fonctionne réellement, bien qu'il fasse un nombre indicible de victimes dans le monde et qu'il appauvrisse la vie américaine, on ne peut tirer qu'une seule conclusion: c'est un exemple parfait de ce que j'appelle l'irrationalité de la prétendue hyper-rationalité du système [faisant semblant de défendre ce qui est moral et sensé, ndt.].

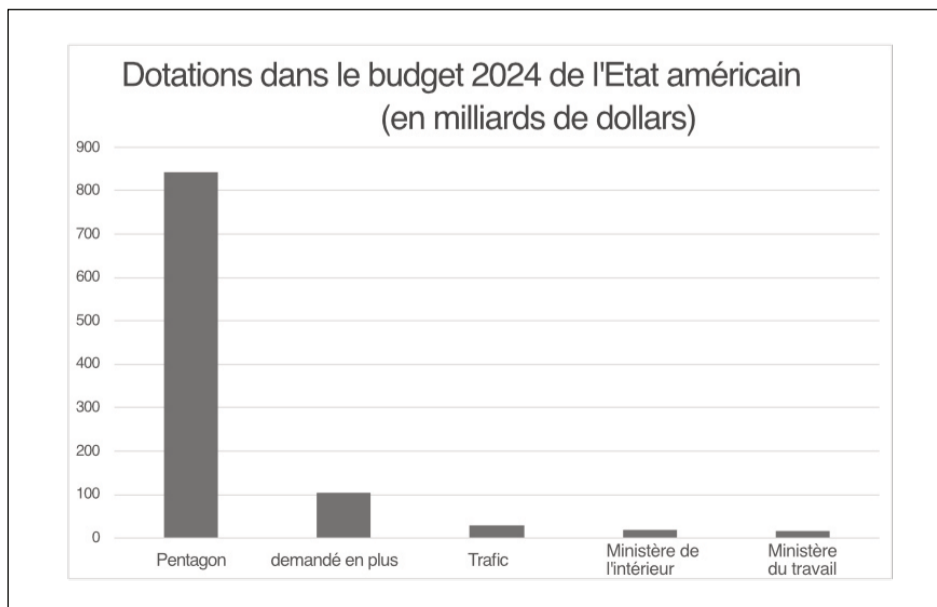
Ici et là, on a l'impression que d'autres se sont pourtant rendu compte, face à la «requête urgente» de Biden, de la gravité de la situation se cachant derrière sa rhétorique peu sérieuse. Les Chinois font certes partie de ces «autres», et sont bien positionnés.

### La médiation diplomatique de la Chine dans les conflits

En février dernier, Pékin a présenté une proposition en 12 points dans laquelle elle exprimait sa préoccupation quant au fait que la guerre par procuration menée par les Etats-Unis en Ukraine pourrait se transformer en un conflit de plus grande ampleur, en exposant les principes à être respectés pour mettre fin au conflit<sup>6</sup>, soient, entre autres: les normes fondamentales des relations internationales, l'équité et la justice internationales, l'application égale et uniforme du droit international. Ce faisant, personne n'a été ni insulté ni accusé. Il s'agissait davantage d'un document désignant la prise de position chinoise que d'un plan de paix. La Chine s'est présentée comme un médiateur diplomatique sans s'ériger en juge ni en partisan.

Un mois plus tard, la Chine a fait les grands titres en négociant un accord entre l'Iran et l'Arabie saoudite sur la reprise des relations bilatérales, ceci après sept ans d'abstention diplomatique chinoise.<sup>7</sup> «La diplomatie chinoise a appuyé sur le bouton accélération», tel est le commentaire du quotidien chinois «*Global Times*» sur les réussites en diplomatie chinoise. Cette avancée a fait l'objet, lors de ce printemps 2023, d'une série d'articles consacrés «aux grandes activités diplomatiques ayant apporté des changements positifs dans un monde en turbulences.»

Le monde, et très certainement l'Asie occidentale, est certes, aujourd'hui encore, soumis à des turbulences plus qu'au printemps dernier, et la Chine à se profiler à nouveau comme une puissance diplomatique (et non militaire). Récemment, le Ministère des Affaires étrangères chinois a publié une déclaration insistant sur une application des



\* Patrick Lawrence, de longue date correspondant à l'étranger, notamment pour l'«*International Herald Tribune*», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Titre de son dernier livre: «*Time No Longer: Americans after the American century*». Yale 2013. Sur *Twitter*, Lawrence était accessible sous @thefloutist avant d'être censuré sans commentaire. Patrick Lawrence est accessible sur son site web: patricklawrence.us. Soutenez son travail en consultant [patreon.com/thefloutist](https://patreon.com/thefloutist).

# Les tambours de guerre occidentaux face à une autre tonalité

Le 3<sup>e</sup> Forum pour le projet «Nouvelle Route de la Soie» réaffirme sa volonté de coopérer – en principe avec tous

par Karl-Jürgen Müller

On a marre, et de cause, de ces affirmations interminables, toujours du même genre: selon le moulin de propagande inspiré de l'Ouest, en la personne de Vladimir Poutine, on aurait donc face à une résurrection d'Hitler ou de Staline. Autres remarques, émanant de la même attitude intolérable, concentrent leurs diatribes sur Xi Jinping qui, lui, serait un «dictateur» (Annalena Baerbock) tandis que «sa» Chine paraît en «Etat unitaire et totalitaire» (Wikipedia allemande). En s'alignant sur cette position à la fois arrogant et ignorante, hommes et femmes politiques, tout comme la plupart des journalistes occidentaux, reprennent au fond presque systématiquement les clichés émanant de la rhétorique des Alliés pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale. Leurs dirigeants et propagandistes évoquaient à la moindre occasion, alors déjà, le danger majeur qui aurait menacé le monde «libre» et «démocratique», sous forme d'un «ennemi» diabolisé à outrance, alors même qu'ils chantaient les louanges de leur propre politique, présentée comme la plus grande bénédiction pour l'humanité.<sup>1</sup>

Outre-atlantique, on affirmait autrefois que le gouvernement américain voulait, par son entrée en guerre, faire le globe «plus sûr» pour qu'il devienne mûre à la démocratie» (selon les mots du président Wilson, pendant la Première Guerre mondiale). Plus tard, ces mêmes acteurs voulaient endiguer «la peste» de la politique extérieure des puissances de l'Axe – le Japon, l'Italie et l'Allemagne – par le biais d'une «quarantaine» (selon les paroles du président Roosevelt, en 1937).

Actuellement, toujours côté américain, Joe Biden, dans un discours prononcé depuis le Bureau ovale, a établi un parallèle entre le Hamas et le président russe: «Le Hamas et Poutine ont une chose en commun, la volonté de détruire totalement une démocratie voisine.» Il continue proclamant que les Etats-Unis auraient une lourde responsabilité en tant que «grande nation»: «Nous ne pouvons pas et nous n'allons donc pas permettre aux terroristes comme le Hamas et aux tyrans comme Poutine d'en sortir vainqueurs.» Biden vient donc de demander des dizaines de milliards de dollars supplémentaires pour la livraison d'armes à Israël et à l'Ukraine... ceci en pleine période préparant sa campagne électorale.

Eric Gujer, rédacteur en chef de la «Neue Zürcher Zeitung», dans son éditorial du 14 octobre, se joint lui aussi au parallèle établi entre le Hamas et la Russie, insinuant que «leur appétit pour un renversement des structures du pouvoir» ne se limiterait «pas à une seule région. [...] Pour eux, l'ordre occidental, où qu'il se manifeste, en Europe de l'Est, en Afrique ou au Proche-Orient, doit être renversé».

De telles déclarations ne signifient pourtant pas encore un pronostic de la guerre totale de l'Occident contre tous ses «ennemis». Mais les citoyens des Etats occidentaux, qui semblent relâcher leur zèle envers les guerres interminables, se doivent d'être mobilisés mentalement



Les chefs de délégation posent dans une attitude d'ouverture au monde (photo RIA Novosti)

avec plus de véhémence encore, ne serait-ce que pour imposer une obéissance totale aux autorités et pour éliminer toute pensée et action indépendante. Le climat politique dans nos pays est empoisonné. Qui ose encore s'exprimer librement sous la menace de la massue des «bien-pensants»?

## Un antidote

L'antidote réside dans l'exploration des faits.<sup>2</sup> Qu'ont réellement fait et que font nos gouvernements occidentaux? Et qu'ont fait et que font les «méchants»?

«Les méchants» se sont rencontrés, les 17 et 18 octobre – dix ans après le lancement de l'initiative – à l'occasion du 3<sup>e</sup> Forum «Nouvelle route de la soie», à Pékin – parmi eux Victor Orbán, Président de Hongrie, et son homologue serbe, Aleksandar Vučić. Les commentaires des médias germanophones étaient pour la plupart désobligeants. L'hebdomadaire suisse *Weltwoche* a toutefois offert la possibilité de lire les discours d'ouverture de Xi Jinping à ce forum, en traduction allemande.<sup>3</sup> Il est sensé d'écouter cette voix.

Le Président chinois a commencé par déclarer que le projet dénommé «Nouvelle route de la soie» (Belt and Road) visait «à améliorer les liens politiques, infrastructurels, commerciaux, financiers et humains, à donner un nouvel élan à l'économie mondiale, à créer de nouvelles opportunités pour le développement mondial et à établir une nouvelle plate-forme pour la coopération économique internationale».

## Planifier, construire et en bénéficier – tous ensemble

Jusqu'à présent, «plus de 150 pays et plus de trente organisations internationales [...] ont signé des documents de coopération pour l'initiative «Belt and Road»». Le principe de la coopération se résume dans la formule: «Planifier, construire et profiter ensemble».

Selon le discours de Xi, le projet représente «l'aspiration commune de l'humanité au développement pour tous» et vise à «surmonter les différences entre les civilisations, les cultures, les systèmes sociaux et les stades de développement». Et Xi d'y ajouter: «Si les pays travaillent ensemble et veulent la même chose, le profond fossé d'antan peut se muer en une voie de passage, des pays coupés du monde extérieur peuvent être reliés entre eux, et un pays sous-développé peut devenir un lieu de prospérité. Les pays qui sont à la pointe du développement économique devraient aider leurs partenaires à rattraper leur retard. Nous devrions tous nous comporter en amis et en partenaires, nous respecter et nous soutenir mutuellement et nous aider à réussir. Un proverbe dit que lorsqu'on offre des roses à quelqu'un, leur parfum reste sur la main du donateur. En d'autres termes: En aidant les autres, on s'aide aussi soi-même. Si l'on considère le développement d'autrui comme une menace ou l'interdépendance économique comme un risque, on court le risque de ne pas améliorer sa propre existence, et de voir son propre développement stagner.»

Selon ses propres paroles, l'esprit de la route de la soie est «empreint de paix et de coopération, d'ouverture et d'inclusion, d'apprentissage mutuel et de bénéfices réciproques».

## Permettre une vie décente – à tous

Il s'agit «d'offrir une vie décente non seulement aux habitants d'un pays seul, mais également à ceux des autres pays. [...] La confrontation idéologique, la rivalité géopolitique et la politique des blocs sont, quant à nous, hors de question.» Ce que l'on refuse dans cette perspective, en revanche, ce sont «les sanctions unilatérales, la contrainte économique, le découplage et l'interruption des chaînes d'approvisionnement».

veillé sur la gestion des transferts d'armes aux puissances étrangères. Face aux évolutions, cette fois-ci, il a été amené à conclure, peut-être comme les Chinois, que les 14,3 milliards de dollars alloués au soutien du plan israélien de détruire le Hamas dépassaient toutes les normes acceptables. Paul a indiqué qu'après l'annonce de sa démission, il avait reçu un flot de lettres de soutien de la part de ses collègues. Plus tard, il a publié un article d'opinion dans les colonnes du «Washington Post», intitulé «Ce n'est plus le Ministère des Affaires étrangères que je connaissais». Paul y témoigne, entre autres: «J'ai participé à de nombreux débats complexes et moralement stimulants sur la question de savoir quelles armes devaient être envoyées et qui étaient les destinataires. Mais ce que je n'avais pas vu jusqu'à ce mois-ci, c'était un transfert d'armes complexes et moralement défiant – et ceci sans le moindre débat.»

Voilà, chers lecteurs, comment fonctionne l'irrationalité produite à Foggy Bottom<sup>8</sup>.

## «L'honnêteté, un débat ouvert et une présentation véridique»

Je serais négligent en omettant un dernier point. Aujourd'hui, ils sont devenus plus nombreux, les Américains reconnaissant l'existence d'un

«changements dans le monde, dès à présent et d'une importance historique» sont en cours – «comme jamais auparavant». Dans son discours, Xi Jinping énumère huit grands projets de la «Nouvelle route de la soie», des projets qui vont au-delà de la coopération économique, technologique et scientifique et qui visent à des rencontres humaines et à un «dialogue des civilisations». A la fin de son discours, il a lancé cet appel: «Progressons vers la modernisation de tous les pays, construisons un monde ouvert, inclusif et interconnecté pour le développement commun, et créons ensemble une communauté consciente de son avenir en commun, pour l'avenir de l'humanité toute entière.»

Certes, tout n'a pas non plus été parfait dans la promotion du projet qui était au centre du forum international. La perfection n'existe nulle part, en politique pas plus qu'ailleurs. En dépit de cela, dans le discours que Xi Jinping a tenu aux participants à responsabilité de dirigeants de sommet, venus du monde entier, ainsi qu'aux nombreux chefs d'état et Premiers ministres représentés (voir photo) on chercherait de vain ce qu'il aurait eu de «méchant». Combien de sectarisme politique faut-il de soupçonner que ce projet cache l'intention diabolique de placer le monde entier soumis à la «dictature totalitaire» d'une seule puissance mondiale? Où aurait-on pu lui insinuer de la menace pour la liberté et la démocratie? Et, enfin: les nombreux chefs d'Etat présents à Pékin seraient-ils tous tombés dans le panneau de la propagande chinoise, dupes d'un criminel?

Et pour clôturer: quant à l'autre fantôme du concept du monde selon Wall Street, martelé quotidiennement par la propagande Biden, Poutine, – il était également présent et s'est, lui aussi, exprimé, et clairement.<sup>4</sup> On n'a pu constater de divergence de vues avec Xi Jinping. Bien au contraire.

<sup>1</sup> Un exemple parmi tant d'autres: le commentaire de «Zeit online», le site Internet de l'hebdomadaire allemand «Die Zeit», dans son édition du 25/10/23. Il est intitulé «Joe Biden se positionne du bon côté de l'Histoire». Et dès les premières lignes, on lit: «D'abord l'Ukraine, et maintenant Israël – Joe Biden fait preuve de rigueur morale et de leadership sur l'échiquier de la politique internationale – en se posant adversaire du camp de Xi Jinping et Poutine»

<sup>2</sup> Tous ceux en quête de plus amples informations disposent de plusieurs sources fiables, dans nos contributions avec sources détaillées, ou ailleurs. Je ne recommande que deux livres, actuellement disponibles. Celui de Jacques Baud, paru cet été, en français, intitulé «Poutine: maître du jeu?» (ISBN 2315010268) et le livre de Patrik Baab, correspondant expert dans plusieurs guerres, qui vient de publier ses observations actuelles des deux côtés du front ukrainien, dans son livre, paru cet été, en langue allemande, intitulé «Auf beiden Seiten der Front. Meine Reisen in die Ukraine» (ISBN 978-3-946778-41-7).

<sup>3</sup> <https://weltwoche.ch/daily/symphonie-der-freundschaft-chinas-praesident-xi-jinping-eroeffnet-das-forum-zum-10-jahrestag-der-neuen-seidenstrasse>, 18/10/23

<sup>4</sup> <http://en.kremlin.ru/events/president/news/72528> du 18/10/23

## «L'irrationalité en grande pompe»

suite de la page 4

mêmes principes (mentionnés ci-dessus) à la résolution de la crise israélo-palestinienne. Wang Yi, perspicace ministre des affaires étrangères de Pékin, a mené des contacts au sommet, deux jours durant, à Washington. Il s'agit notamment – bonne chance, Monsieur le Ministre Wang – de rencontres avec Antony Blinken et Jake Sullivan, secrétaire d'Etat et conseiller à la sécurité nationale de Biden.

Il s'agit d'une évolution à poursuivre avec attention. Avec l'accord conclu entre l'Arabie saoudite et l'Iran en mars dernier, la Chine a pris pour la première fois un rôle actif et décisif dans la politique de l'Asie occidentale – se qualifiant de partenaire de poids dans une région où les Etats-Unis ont longtemps joui d'une influence prépondérante incontestée. Une fois de plus, face au désordre initié de l'arrogance («ordre basé sur des règles») des Etats-Unis, Pékin a déclaré son «Assez, cela suffit!»

## La démission de Josh Paul

Chez nous, on débat en public sur le cas de Josh Paul, fonctionnaire en position suprême du ministère des Affaires étrangères ayant démissionné, il y a deux semaines, en signe de protestation. Pendant onze ans, Paul a

lien entre le budget du Pentagone, les dépenses supplémentaires telles que Biden vient de les réclamer et le déclin général que prend la vie américaine de tous les jours. Le prix élevé que nous autres Américains payons lorsque Biden nous nourrit de platitudes dépassées est de mieux en mieux compris. N'est-il pas tout aussi étrange à la raison qu'il ne vienne pas à l'esprit de la majorité d'entre nous d'élever nos voix pour protester – protester contre tout ce qui est fait en notre nom, de rejeter la rhétorique idiote et les manœuvres de tromperie, et d'insister sur le fait que ceux qui prétendent nous gouverner et faire de la politique nous doivent leur entière honnêteté, un débat ouvert et une vraie représentation des actions de notre nation entreprises dans le monde?

Il semble y avoir des moments dans l'histoire où revendiquer la pensée et l'action raisonnables ont un prix appartenant à une autre catégorie. C'est le cas de notre époque. La voie raisonnable consiste à accepter et à payer cet autre prix – pour notre propre bien et pour celui de beaucoup, beaucoup d'autres. Nous constaterons qu'il est loin d'être aussi élevé que le prix à payer issu de notre tolérance envers ce qui est et reste de la folie. Josh Paul vient de nous en donner l'exemple – la manière nous permettant, selon les circonstances

à chacun de nous, d'agir en suivant cette voie. Josh survivra à sa décision, et je suis certain qu'il vivra même mieux, en ayant suivi son appel intérieur.

<sup>1</sup> <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/10/18/remarks-by-president-biden-on-the-october-7th-terrorist-attacks-and-the-resilience-of-the-state-of-israel-and-its-people-tel-aviv-israel/>

<sup>2</sup> <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/10/20/remarks-by-president-biden-on-the-united-states-response-to-hamas-terrorist-attacks-against-israel-and-russias-ongoing-brutal-war-against-ukraine/>

<sup>3</sup> «snake oil»: allusion à une substance à effet nulle, vendue comme remède à effet magique (réd.)

<sup>4</sup> <https://responsiblestatecraft.org/us-troops-attacked-syria-iraq/>

<sup>5</sup> [https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2023/03/budget\\_fy2024.pdf](https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2023/03/budget_fy2024.pdf)

<sup>6</sup> <http://patricklawrence.us/patrick-lawrence-what-just-happened-in-moscow-is-big/>

<sup>7</sup> <http://patricklawrence.us/patrick-lawrence-chinas-great-leap-in-the-middle-east/>

<sup>8</sup> Foggy Bottom [trou de brouillard]: surnom du US State Department. Il est situé dans une dépression brumeuse de Washington D.C., proche du fleuve Potomac (réd.)

# Afghanistan – les sanctions illégales étranglent le pays appauvri

par Winfried Pogorzelski

En Afghanistan, le 15 août est un jour de fête qui commémore la date à laquelle, en 2021, les troupes de l'OTAN ont piteusement quitté le pays dans lequel ils avaient soutenu un gouvernement corrompu installé par les forces armées occidentales. Ils abandonnaient ainsi le pouvoir aux Talibans, lesquels ont par la suite exercé leur tyrannie sur le pays tout entier. Bien que l'Afghanistan dispose de grandes richesses naturelles, la pauvreté y est omniprésente, la famine permanente. Maintenir les sanctions à l'encontre du droit international et en dépit des conditions précaires qui martyrisent la population toute entière fait preuve d'un cynisme sans égal. Ces sanctions illégales ont été instaurées après l'installation des Talibans, leur abolition ayant été instamment exigée par l'ONU, dès 2022. La sécheresse qui perdure aggrave encore la situation. A cause du tarissement de ses sources financières, l'ONU ne connaît d'autre remède que de rationner les livraisons d'aide et de réitérer avec insistance ses appels au renforcement des aides à la population.

## Les sanctions pénalisent avant tout les plus démunis

Au printemps dernier, l'émission « International » de la radio suisse-allemande a rapporté que le ministre afghan des affaires étrangères, Amir Khan Muttaqi, avait exhorté le monde entier à la reconnaissance du gouvernement taliban ainsi qu'à la levée des sanctions américaines qui paralysent le pays.

Il a déclaré que, depuis la prise du pouvoir des Talibans, la situation sécuritaire s'était améliorée de façon significative, de sorte que le maintien des sanctions envers le pays martyrisé par la longue guerre n'était plus justifié. Ce à quoi la journaliste lui a promptement retourné en bonne militante de la cause genre, lui reprochant de passer sous silence « la répression massive des femmes », selon elle « la cause principale des sanctions ».

Quel cynisme, quelle hypocrisie au détriment de ceux qu'on prétend libérer! Car la raison incitant les Etats-Unis à l'invasion brutale de l'Afghanistan [après 9/11] n'a certainement pas été le bien-être des femmes mais la poursuite sans merci de leurs intérêts géopolitiques.

Les faits l'expliquent en toute évidence: Il suffisait que les Etats-Unis, en plein accord avec leurs nombreux alliés européens, déclarent que le gouvernement afghan d'alors était « une organisation terroriste » pour geler 7,1 milliards de dollars US, propriété de la Banque centrale afghane, dans les trésors de la *Federal Reserve Bank of New York*. Ce blocage de fonds persiste, il avait trouvé sa justification plus que précaire dans la volonté présumée de dédommager les victimes américains du terrorisme (p.ex. des attaques terroristes du 9/11) ainsi que de participer ensuite à la reconstruction de l'Afghanistan.

Les conséquences de ces mesures sont catastrophiques, surtout pour la population, et dont les auteurs prétendent pourtant vouloir la soutenir. Tout cela face à la réalité qui prouve que les plus touchées par la malnutrition sont les femmes et les enfants; que le taux de natalité est en baisse, et que le nombre de fausses couches est très élevé, tout comme la mortalité infantile. La levée des sanctions pourrait y remédier promptement ...

## Encore un appel de l'ONU qui ne trouve pas d'écho

Le 26 janvier 2022, six mois après la fin de l'engagement militaire des USA et de leurs alliés, Antonio Guterres, face à la situation catastrophique dans le pays, s'est adressé à la communauté internationale. Tous ceux qui auparavant étaient financés par la communauté internationale, les paysans, les enseignants, les policiers, les employés des services de santé et de l'administration ne recevaient plus aucun salaire. Rien d'étonnant donc à ce que les systèmes bancaires, de santé et d'éducation ainsi que l'administration se soient effondrés. 28,8 millions d'êtres humains auraient besoin d'aide humanitaire constante et la quasi-totalité de la population vit sous le seuil de pauvreté, les plus touchées étant les femmes et les jeunes filles. L'organisation *International Crisis Group*, domiciliée à Bruxelles, a lancé un appel d'urgence aux pays



Des familles sans abri à la recherche d'eau en plein hiver afghan; Kaboul. (photo ©UNHCR/Andrew McConnell)

donateurs concernés pour qu'ils entament des pourparlers avec l'Afghanistan, insistant sur le fait que le pays n'est plus en état de guerre et que, par conséquent, les fonds retenus pourraient enfin retrouver leurs vrais destinataires, ceux qui sont en état d'urgence absolue. Les Etats-Unis persistent cependant et continuent à émettre des doutes sur l'indépendance de la Banque Centrale Afghane. Ils soupçonneraient que cette dernière pourrait être impliquée dans le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme... là encore, une allégation non prouvée et une ingérence inacceptable dans les affaires intérieures d'un état.

## En surface, la disette – en sous-sol les trésors: des ressources afghanes très convoitées

Selon la *Banque mondiale*, la présence de ressources minérales telles que le pétrole, le cuivre, le lithium, les terres rares, la bauxite et bien d'autres pourrait générer des revenus d'exportation considérables, d'autant plus qu'il s'agit de métaux et de minéraux mondialement prisés dans le domaine des technologies vertes: batteries, panneaux solaires et éoliennes.

Il n'est donc pas étonnant que des sociétés de négoce de matières premières, des politiciens, des acteurs économiques et bien sûr, les seigneurs de guerre locaux, salivent à la pensée de ces richesses. Ainsi le Ministère américain de la défense a déjà employé, parlant de l'Afghanistan, le terme « d'Arabie saoudite du Lithium ». Le président Barak Obama a encouragé, de son temps déjà, la création d'une industrie minière; Donald Trump et certains conseillers du gouvernement afghan de l'époque ont eux aussi conçu la création de l'industrie minière afghane comme une situation gagnant-gagnant pour les deux pays: bonne d'abord pour l'économie afghane, également pourvoyeuse d'emplois pour les Américains et, somme toute, avantageuse pour les Etats-Unis dans sa rivalité avec la Chine. Cette exploitation minière sous influence occidentale ne s'est heureusement pas concrétisée car elle aurait pu entraîner une nouvelle spoliation des richesses du pays.

A la différence de l'administration américaine, la Chine et la Russie ont maintenu leurs représentations diplomatiques et entretiennent donc des relations normales avec les Talibans qui, de leur côté, essaient d'initier, avec les deux pays, des contacts commerciaux.

Mais le problème est plus complexe: Les conditions préalables à l'extraction et à l'exploitation des matières premières sont une stabilité politique à long terme, une lutte efficace contre la corruption ainsi qu'une économie en bon état qui puisse, avec le temps, mettre en place l'infrastructure nécessaire (technologies, transports, etc.), un savoir-faire polyvalent et, enfin, d'importantes ressources financières ... La Chine a déjà fait savoir qu'elle souhaiterait obtenir la reconnaissance internationale du régime des talibans.

## Des pourparlers officiels entre l'Afghanistan et les Etats-Unis?

Selon un article de «Russia Today», les Talibans et les Etats-Unis auraient repris contact. Il se peut, écrit le magazine numérique, qu'un des objectifs de ces entretiens concerne le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux Etats. L'objet de ces démarches visant à instaurer la confiance était bien entendu la levée des sanctions et la levée du blocage des fonds de la banque nationale afghane.

Les représentants américains, ajoute le communiqué, ont pris note de la baisse du taux d'inflation et de l'augmentation des exportations de marchandises. En revanche, la situation des droits de l'homme reste préoccupante. Il n'y a certainement pas là de quoi se réjouir, d'autant plus qu'une bonne dose de scepticisme est de mise lorsque ce sont justement les Etats-Unis qui sont à l'origine de l'entreprise. Il faut pourtant souhaiter à ce singulier petit pays et à sa population d'accéder – et d'urgence même – à un avenir meilleur. Après des décennies de terrorisme, l'Occident aurait toutes les raisons d'y jouer enfin un rôle constructif.

Sources:

Babst, Andreas. «Aus Rebellen sind Bürokraten geworden – die Taliban feiern den zweiten Jahrestag ihrer Machtübernahme», *NZZ online* du 15/08/23, <https://www.nzz.ch/international/eindruecke-aus-ka>

## Accord de paix de Doha 2020: capitulation de la grande-puissance et installation d'un gouvernement taliban

wp. Le 29 février 2020, un événement mémorable s'est produit: après avoir tenté en vain d'installer durablement, en Afghanistan, un régime corrompu et inféodé aux Etats-Unis et aux pays de l'OTAN, les Etats-Unis ont signé l'accord de paix de Doha, au Qatar. Les Américains s'y sont engagés à désormais se tenir à l'écart des affaires intérieures afghanes, à retirer leurs troupes d'Afghanistan et à remettre le pouvoir aux talibans. De leur côté, les talibans se sont engagés à ne pas nuire aux ressortissants des pays de l'OTAN. Les soldats de l'armée nationale afghane et les milices populaires, dont beaucoup avaient attendu en vain leur solde depuis des mois, s'étaient rendus pour la plupart sans combattre, se destituant de servir le régime en défaillance, mis en place par l'étranger.

Le 15 août, Kaboul a définitivement capitulé. Auparavant, les talibans avaient eu des entretiens avec Moscou, Pékin et Téhéran. Tant les nouveaux dirigeants que les Etats voisins ont manifesté leur intérêt pour une stabilisation de la situation. Cette évolution n'est pas le fruit du hasard: entre-temps, parmi les talibans aussi, une nouvelle génération a grandi dont nombreux ont passé une formation universitaire à l'extérieur. Ils aspirent à vivre dans une société plus ouverte.

(Pour le contexte de la guerre des Etats-Unis de 20 ans en Afghanistan, soutenue par l'Allemagne, v. *Matin Baraki: Après 20 ans de guerre civile et 20 ans de guerre de l'OTAN, le peuple afghan n'aspire qu'à la paix!*; ds. *Horizons et débats*, no 19/20, 31/08/2021)

## «Pour les Afghans, la vie quotidienne est devenue un enfer glacial»

wp. Le 26 janvier 2022, six mois après la prise de pouvoir des talibans, António Guterres, secrétaire général des Nations unies, a prononcé un discours devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Il a décrit en termes dramatiques l'extrême détresse du peuple afghan et a lancé un appel pressant à l'opinion publique mondiale:

«En ce moment, nous avons besoin de la communauté mondiale – et de ce Conseil – pour s'engager sur la voie du progrès, fournir des ressources et empêcher l'Afghanistan de s'enfoncer davantage. Tout d'abord et de toute urgence, nous devons intensifier nos opérations humanitaires pour sauver des vies. [...] Les fonds internationaux doivent être autorisés à payer les salaires des travailleurs du secteur public. Qu'il s'agisse de chirurgiens, d'infirmières, d'enseignants, d'agents sanitaires ou d'électriciens, tous sont indispensables au bon fonctionnement des systèmes. Et ils sont essentiels pour l'avenir de l'Afghanistan.

[...] Nous devons relancer l'économie afghane en augmentant les liquidités. Nous devons sortir l'économie du gouffre. Cela signifie qu'il faut trouver des moyens de libérer les réserves monétaires gelées et de réengager la Banque centrale de l'Afghanistan.»<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Citations selon «Situation dévastatrice en Afghanistan», *Horizons et débats*, no 5, 1<sup>er</sup> mars 2022

(Traduction *Horizons et débats*)

bul-zwei-jahre-nach-dem-einzug-der-taliban-ld.1751673

Jessen, Jan. «Afghanistan im Stich gelassen – ein moralischer Offenbarungseid», *Hamburger Abendblatt online* du 14/08/23, <https://qoshe.com/waz/jan-jessen/afghanistan-im-stich-gelassen-ein-moralischer-offenbarungseid/164094646>

Hasselbach, Christoph. «Sanktionen behindern Hilfe für Afghanistan», *Deutsche Welle online* du 12/01/22, <https://www.dw.com/de/afghanistan-sanktionen-behindern-nothilfe/a-60396786>

Hosp, Gerald. «Kupfer, Lithium und Erdöl: Sitzen die Taliban auf einem Schatz von 1000 Dollar?», *NZZ online* du 31/08/21

«Jahrestag des US-Abzugs wird afghanischer Nationalfeiertag», sans auteur, *RT DE* du 18/06/23, <https://de.rt.com/asien/172953-jahrestag-us-abzugs-wird-afghanischer/>

Peters, Maren. «Frauen in Afghanistan», *SRF 2, In international*, <https://www.srf.ch/audio/international/best-of-frauen-in-afghanistan?id=12418774>

«Seit der Machtübernahme in Afghanistan: Erste offizielle Gespräche zwischen Taliban und USA», *RT DE*, <https://de.rt.com/asien/176727-seit-machtuebernahme-in-afghanistan-erste/>

Werning, Rainer. «Vermessen, verdrängt, vergessen – Afghanistan zwei Jahre nach der Rückkehr der Taliban», *Nachdenkseiten online*, <https://www.nachdenkseiten.de>, 15/08/23

«USA beschlagnahmen Gelder der afghanischen Zentralbank», *Deutsche Welle* du 11/02/22, <https://www.dw.com/de/usa-beschlagnahmen-sieben-milliarden-dollar-von-afghanischer-zentralbank/a-60750427>

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Redaction  
Peter Küpfer  
Redaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros  
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

# Le modèle bolivien d'extraction du lithium – Un exemple remarquable de défense de l'autonomie en économie

Exposé du Dr Muruchi Poma, Allemagne et Bolivie, 30<sup>e</sup> conférence «Mut zur Ethik» à Sirmach (Suisse), le 3 septembre 2023



Muruchi Poma  
(photo ug)

Je voudrais tout d'abord vous remercier chaleureusement de m'avoir invité et commencer par quelques mots au sujet – qui me semble particulièrement important – de la neutralité. J'ai été déçu d'apprendre que la Suisse s'apprêtait à livrer des armes à l'Ukraine. Lorsque le chancelier Scholz s'est rendu au Brésil et a adressé une demande similaire au président Lula, celui-ci a déclaré très clairement devant la presse: «C'est non, c'est exclu, pas nous!» J'ai vraiment été déçu que la Suisse ne réponde pas avec la même fermeté. Mais j'ai compris, lors de nos débats, que les Suisses vont se battre pour la neutralité!

## Le lithium, un produit majeur des exportations boliviennes

Parlons maintenant de la Bolivie. Heureusement, notre gouvernement ne se contente pas de respecter la Constitution, il s'engage significativement en faveur des intérêts de tous. Pour illustrer mon propos, j'aimerais vous parler de la façon dont l'Etat gère l'exploitation du lithium. Cette matière première primordiale pour l'industrie est un produit majeur des exportations boliviennes. Je n'aborderai pas ici l'importance technique du lithium, je suppose que tout le monde sait que le lithium est indispensable à la fabrication de batteries et que celles-ci sont essentielles à l'électromobilité tout court, notamment en ce qui concerne les voitures électriques. Les informations que je vais vous livrer proviennent en grande partie de la presse et du travail collectif de l'association *Ayni für Ressourcen-gerechtigkeit e.V.*, que nous avons créée à Leipzig en 2012 ([www.ayni-ev.de](http://www.ayni-ev.de)).

## La Bolivie possède les plus grandes réserves de lithium au monde

La Bolivie détient l'un des plus grands gisements de lithium du monde. Jusqu'à tout récemment, son patrimoine était estimé à 21 millions de tonnes, mais dernièrement on a appris qu'il s'agissait même de 23 millions de tonnes. La Bolivie compte plus de 20 lacs salés, dont seuls trois ou quatre sont inclus dans ce chiffre de 23 millions de tonnes, ce qui signifie que les ressources sont encore nettement plus importantes. L'Argentine dispose de 19 millions de tonnes, le Chili de 10 millions de tonnes et le Mexique de 2 millions de tonnes des ressources mondiales en lithium. Actuellement, le plus grand producteur de lithium est l'Australie, suivie du Chili, de la Chine, de l'Argentine et du Brésil. En 2022, l'Australie a produit 61 000 tonnes.

La Bolivie, l'Argentine et le Chili sont les trois principaux producteurs de lithium en Amérique latine. Dans ce que l'on appelle le triangle du lithium, qui relie ces pays, se trouvent environ 62% des réserves mondiales. Ajoutons en passant que ces pays, et donc aussi le triangle où le lithium est aujourd'hui exploité pour les pays du Nord ou de l'Extrême-Orient, faisaient partie, avant la colonisation, du *Tawantinsuyu* (empire inca), qui a été divisé lors de la colonisation.

## Deux modèles d'extraction du lithium

Il existe deux modèles d'exploitation du lithium: le modèle étatique et le modèle privé. Le modèle privé néolibéral, nous le connaissons déjà suffisamment. Le modèle étatique peut se présenter soit sous forme de *coentreprise*, alliant parts étatiques et privées, soit sous forme 100% étatique. Le modèle bolivien est 100% étatique et repose sur deux principes de base: d'abord le lithium lui-même est inscrit dans la Constitution en tant que matière première straté-



Le Salar de Uyuni au sud-ouest de la Bolivie est avec 10 000 km<sup>2</sup> le plus grand lac de sel du monde. (photo mad)

gique; ensuite, il s'inscrit également dans le cadre des lois minières (qui prévoient des coentreprises pour l'industrialisation du lithium avec une participation majoritaire de l'Etat). Ces deux choix fondamentaux ont été pris sous le gouvernement indigène d'Evo Morales.

## Coopération avec des entreprises chinoises et russes

Pour les pays du Nord, c'est-à-dire pour les acheteurs, le lithium est considéré comme une matière première «critique», également désigné comme tel. Mais pour nous, en Amérique latine et en Bolivie, c'est une matière première de valeur stratégique. Et comme la Constitution le stipule, c'est au seul Etat de l'exploiter ou de donner l'autorisation d'extraire la matière première, tout en garantissant que cette exploitation se fasse au profit de l'Etat bolivien. Néanmoins, la Bolivie a établi des relations commerciales avec des groupes internationaux, notamment avec l'entreprise chinoise CATL. Cette entreprise est également en train de construire une usine de batteries en Hongrie, et exploite déjà une usine de batteries en Allemagne, plus précisément en Thuringe. Le lithium bolivien est donc certainement exporté vers l'Europe, en conséquence les Européens ne peuvent pas dire qu'il ne va qu'en Chine!

Une deuxième entreprise est le groupe russe *Uranium One Group*, qui a obtenu cette année le contrat d'exploitation de lithium en collaboration avec l'entreprise publique bolivienne YLB (*Yacimientos de Litio Bolivianos*). L'annonce en a été faite fin juin 2023. Malgré toutes les pressions exercées par les Etats-Unis et la presse internationale, le gouvernement bolivien s'est imposé et a déclaré qu'il attribuait le marché à celui qui se conformait à ses idées; la Russie ayant fait une offre acceptable, c'est elle qui avait été choisie. Et je suis très heureux de l'annoncer ici, la nouvelle m'a fait très plaisir!

La troisième entreprise est encore chinoise, *Citic Guaon/Crig*. Ces trois entreprises ont obtenu un contrat de coopération pour l'exploitation du lithium. On peut cependant se poser la question de savoir pourquoi la Bolivie avait agi ainsi, malgré l'article de la Constitution? Parce que la Bolivie a besoin du marché du lithium, parce que la Bolivie a besoin du savoir-faire pour l'extraction du lithium et parce que la Bolivie a également besoin du savoir-faire pour la chaîne de production à mettre en place.

La première particularité du modèle bolivien est qu'il est contrôlé à 100% par l'Etat, comme l'a également souligné le vice-ministre bolivien. Les groupes internationaux sont des entreprises de services qui ont le droit d'être des clients privilégiés pour l'achat de lithium. Je veux insister sur ce point, car on s'interroge souvent sur le bénéfice de la coopération pour les groupes internationaux, si le lithium appartient à 100% à l'Etat bolivien. Ces groupes ont un droit de préemption sur le lithium, ce qui leur donne le premier accès à cette matière première «critique» dans un pays où les ressources sont importantes. Ils s'assurent ainsi de leurs chaînes d'approvisionnement.

Pour l'instant, il existe des accords, mais pas encore de contrats avec les groupes exploitants. Un long chemin reste à faire jusqu'à leur élaboration juridique.

La deuxième particularité de ce modèle réside dans le fait que les groupes internationaux vont également investir dans la chaîne de production. Ils ne se contentent donc pas de participer à l'exploitation du lithium en faisant l'acquisition du matériau, mais ils s'engagent également à investir dans sa chaîne de production.

## Faible consommation d'eau grâce à l'extraction directe du lithium

Troisièmement, les groupes internationaux ne sont pas seulement ouverts au transferts de

technologie, ils doivent aussi les appliquer, par exemple avec la technologie d'exploitation directe du lithium (DLE). Selon la technologie employée, l'extraction du minerai entrainera une grande différence dans la consommation d'eau. Dans le cas de l'utilisation de bassins d'évaporation, l'évaporation est de 200 m<sup>3</sup> (200 000 litres) de saumure par tonne de LCE (équivalent carbonate de lithium). Avec la méthode DLE, la consommation nette d'eau n'est que de 2 m<sup>3</sup> (2 000 litres) par tonne de LCE, soit 100 fois moins (<https://ctlithium.com/de/about/direct-lithium-extraction/>).

En Allemagne, cette technologie est bien connue. Dans le fossé du Rhin supérieur, dans le sud-ouest de l'Allemagne, il y aurait un énorme gisement de lithium profondément enfoui sous des poches d'eau thermale. Cette eau chaude sert en même temps à alimenter des réseaux de chauffage urbain. L'entreprise australienne *Vulcan Energie* est impliquée dans ces projets. Grâce à une installation d'optimisation de l'extraction du lithium, on sépare ce dernier de l'eau chaude, qui est ensuite réinjectée dans le sous-sol. Le chlorure de lithium ainsi produit est ensuite traité dans une installation d'optimisation de l'électrolyse du lithium, pour obtenir finalement l'hydroxyde de lithium. Une technologie similaire est utilisée par les groupes internationaux déjà évoqués dans les lacs salés de Bolivie, avec bien sûr des résultats différents. La Bolivie dispose d'une équipe de recherche et travaille sur ses propres brevets, y compris pour la technologie DLE.

Entre-temps, les scientifiques boliviens ont élaboré leurs propres brevets pour l'extraction du carbonate de lithium, ce qui est excellent.

Cette technologie doit permettre à CATL l'extraction de 25 000 tonnes de lithium à partir du lac salé d'Uyuni, et de 25 000 tonnes également dans le lac salé de Coipasa. *Citic Guaon/Crig* utilisera également cette technologie dans la partie nord du lac salé d'Uyuni, et devrait également y extraire 25 000 tonnes. Enfin, la Russie va elle aussi utiliser cette technologie pour extraire 25 000 tonnes du lac salé de Pastos Grandes. Au total, il est prévu de fournir 100 000 tonnes d'ici 2025.

Dès 2009 la Bolivie avait mis en route son projet lithium. Elle est maintenant passée d'une installation pilote à sa propre installation industrielle, qui devrait produire 15 000 tonnes par an. On en est pas encore là pour l'instant, mais c'est l'objectif.

En ce qui concerne la chaîne de production, les pays industrialisés et les groupes industriels actifs dans le lithium réalisent on le sait, leurs plus grands bénéfices dans la production des cathodes, des cellules et des batteries. L'économiste en chef de *Repsol*, *Antonio Medina*, estime que le coût des matériaux représente 90% de la valeur totale d'une batterie, dont les cathodes et les anodes représentent 75%. Les groupes internationaux se sont désormais engagés à investir également en Bolivie dans ces domaines. C'est une bonne nouvelle pour la Bolivie et pour l'Amérique latine. Récemment, on a pu lire dans la presse que les Chinois voulaient seulement exploiter le lithium à leurs propres fins, comme les Européens et les Nord-Américains. C'est tout simplement un mensonge, les Boliviens ont dans ce cas précis insisté sur le fait qu'ils devaient eux-mêmes en tirer des profits. Ce sont des nouvelles qui laissent entrevoir le début de la fin des pratiques brutales du colonialisme et du néocolonialisme.

## Exploitation du lithium en Argentine et au Chili

Comparons maintenant avec le modèle étatique des autres pays, le Chili et l'Argentine. Au Chili, il existe actuellement deux grandes entreprises privées: *Abermale*, des Etats-Unis, et *SQM (Sociedad Química y Minera de Chile S.A.)*, du Chili. Cette dernière est composée de deux entreprises, l'une chilienne, l'autre chinoise. L'entrepreneur chilien est le gendre de *Pinochet*, peut-on lire dans la presse. L'entreprise chinoise *Tianqi Lithium* détient une participation de 22,77% dans SQM. La collaboration a vu le jour en 2018.

En Argentine, plusieurs groupes internationaux travaillent sur l'extraction du lithium, no-

## La souveraineté d'un pays ne saurait exister sans souveraineté économique

gl. La Bolivie a connu un développement impressionnant au cours des 16 dernières années. En 2006, à la tête de son parti, le *Movimiento al Socialismo MAS*, *Evo Morales* était devenu le premier Président indigène d'un pays sud-américain. Depuis lors, le produit intérieur brut a quadruplé tandis que le nombre de personnes en situation de pauvreté relative s'est réduit de 60% à 35%. En 2014, l'Unesco a déclaré que l'analphabétisme en Bolivie était désormais vaincu.

Au cœur du programme du gouvernement figuraient les programmes sociaux et les investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé, tout en entretenant une étroite collaboration et des échanges avec Cuba et le Venezuela. Dès le début, le gouvernement Morales a oeuvré dans le but d'acquiescer et de conserver la souveraineté économique sur les ressources du pays. Pour y parvenir, il fallait disposer de professionnels qualifiés, nécessité obligeant le gouvernement à envoyer une centaine d'étudiants à l'étranger pour y recevoir une formation adéquate.

La Bolivie dispose d'importantes réserves de gaz naturel et des plus grands gisements de lithium du monde. Depuis 2006, le gouvernement a nationalisé tous les gisements de pétrole et de gaz naturel. Toujours est-il que les joint-ventures avec des entreprises étrangères ne se réalisent, dans le sens voulu, que si le groupe public bolivien YPFB (*Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos*)

y détient une participation majoritaire. A ce jour, cet objectif de souveraineté économique a été systématiquement respecté, avec le soutien d'une grande partie de la population.

En 2022, après 16 ans de nationalisation, *Franklin Molina Ortiz*, ministre des hydrocarbures et de l'énergie, a présenté un bilan positif. Selon lui, les revenus générés ont permis de mettre en place une politique de redistribution des richesses, d'améliorer les infrastructures ainsi que la qualité de vie de millions de Boliviens. En 2023, l'économie bolivienne a continué à progresser, malgré les crises mondiales telles que le conflit ukrainien ou les conséquences de la pandémie de Covid-19, tandis que le taux d'inflation est comparativement faible.

Le Président bolivien, *Luis Arce*, perpétue le «Modelo Económico Social Comunitario Productivo», le modèle économique développé d'Evo Morales. Lors du sommet du groupe BRICS à Johannesburg, Arce a présenté ce modèle insistant sur les points communs avec le groupe BRICS, la «vision d'un ordre international fondé sur l'égalité, la complémentarité, la solidarité, le respect de la souveraineté et l'autodétermination des peuples dans le cadre d'un multilatéralisme horizontal». La Bolivie a déposé une demande d'adhésion au groupe BRICS.

<sup>1</sup><https://amerika21.de/2023/08/265538/wirtschaft-bolivien-waechst>

\* *Muruchi Poma*, né en Bolivie en 1950, a étudié les sciences économiques à Leipzig, promu en 1985 sur le thème du «démocratisme révolutionnaire de José Martí». Editeur de la lettre d'information électronique *Tani Tani* en espagnol. Depuis 2011, président de l'association «Ayni – Association pour la justice des ressources», Leipzig. Publications: «Evo Morales – la biographie» 2007, «Ponchos Rojos» 2008 et «Qhapaq Ñan y Socialismo».

# Cultiver la «coolness» aboutit à l'indolence

## Comment nos jeunes sont influencés par l'industrie des jeux vidéo

par Dr. Eliane Perret, psychologue et pédagogue curative

Faisant ma lecture de journaux, je me suis récemment arrêtée sur un article concernant les nouvelles réglementations du gouvernement chinois visant à limiter la consommation d'Internet par les enfants et les adolescents. L'article était intitulé «40 minutes par jour au maximum». En Chine, l'Etat prescrit l'espace temporel concédé aux enfants pour naviguer sur Internet.<sup>1</sup> J'étais très contente que le journal fasse état de cette évolution.

A cet égard, la Chine pourrait-elle être un modèle pour nous autres Européens? Grâce à des enquêtes précédentes, je savais que les autorités chinoises tentaient, depuis quelques années déjà, d'atténuer les conséquences négatives de la consommation médiatique chez les enfants et les adolescents.<sup>2</sup>

### L'emploi limité de l'Internet – est-ce réalisable?

Actuellement en Chine, la loi prévue pour réglementer l'accès des enfants et des adolescents à l'internet, suggère les points suivants. Pour les enfants jusqu'à huit ans, elle prévoit un maximum de 40 minutes par jour. Quant aux enfants et les adolescents âgés de huit à seize ans, ils pourront disposer d'une heure en ligne tandis que les jeunes de seize à dix-huit ans de deux heures, tout cela par jour. Par conséquence, les producteurs de jeux en ligne doivent y installer un mécanisme de blocage.

### Les jeux en ligne – les risques pour y devenir addicts sont innés

Il y a deux ans on lisait déjà dans nos médias que le gouvernement chinois chercherait à limiter le temps przmis aux enfants et aux adolescents pour être en ligne. D'une part, la montée du nombre de joueurs dépendants a été reconnue comme un problème, ainsi que leurs effets néfastes pour la santé des jeunes, tels que la myopie et l'obésité, la focalisation exagérée de l'attention des enfants et des adolescents sur les jeux. Le quotidien économique «Economic Information Daily», publié par l'agence de presse nationale Xinhua, avait alors des mots très clairs à ce sujet, qualifiant les jeux vidéo d'«opium mental?» et de «drogues électroniques», empêchant les enfants d'apprendre intellectuellement et les éloignant de leur propre culture<sup>3</sup>. Elle a insisté sur l'obligation à l'adresse des producteurs des plateformes de jeux qu'ils assument leur responsabilité sociale. Une nouvelle réglementation devra donc fixer aux enfants et aux jeunes de moins de 18 ans les journées de semaine disponibles à s'occuper de ce genre de jeux aux vendredis, samedis, dimanches et jours fériés, et toujours à une heure qui elle aussi sera fixée, de huit à neuf heures du soir.

### Face aux médias sociaux – la protection des jeunes devient inévitable

Les fournisseurs de ces jeux ont été obligés d'y installer des mécanismes garantissant l'accès approprié aux ordinateurs et de s'assurer, par le biais du mode d'inscription, que les utilisateurs s'inscrivent, quant à leur nom et leur âge, de manière fiable.

Une autre réglementation concerne le temps d'utilisation des médias sociaux. En Chine (comme dans nos sociétés), *Tiktok* est actuel-

lement très populaire ne fonctionnant que lorsque la caméra s'allume. *Tiktok* est une entreprise chinoise, il est vrai, mais *Tiktok Chine* est un phénomène complètement différent du nôtre. En Chine, les images brutales et la pornographie sont absentes, tout comme les «challenges»[épreuve de courage], très en vogue chez les enfants et les adolescents. Avec la nouvelle réglementation, le temps d'utilisation quotidien a été limité pour les enfants de moins de 16 ans: après 60 minutes d'utilisation quotidienne, l'écran s'efface. Le mode d'accès (contrôles, identité et âge) permet le contournement des réglementations. Elle se fait par appel vidéo en présentant une pièce d'identité. Pour les enfants n'en disposant pas ou pas encore, l'un des parents doit s'en charger permettant au mécanisme d'accès de reconnaître l'acte de naissance. Ces mesures sont donc prises dans le but d'exclure largement tout essai de tricher lors de d'ouverture d'un compte d'usage ou de créer un compte fantôme. Les utilisateurs sont enregistrés avec leur nom, leur date de naissance et d'autres données encore et, en plus, l'offre d'images et de films reste maniable pour l'entourage responsable d'exercer la protection des enfants et adolescents.

### Défense de «challenges» et vidéos de guerre – la Chine est formelle

Dans nos sociétés occidentales, de nombreux adultes ne se trouvent pas au courant de ce qui se passe, parmi nos enfants et adolescents, sous l'étiquette des «challenges» ci-mentionnés. Il s'agit de modèles et d'instructions détaillés pour que les jeunes «consommateurs» les copient, notamment en accomplissant ainsi des «tâches» dangereuses, souvent pornographiques. Dans ces compétitions, ils doivent les filmer et mettre en ligne. Un exemple particulièrement répugnant, survenu sous nos latitudes aussi, il y a un an, il y a eu le soi-disant challenge d'étranglement. Il s'agissait d'une vidéo d'instructions comment jouer avec son propre étranglement, allant à la limite suprême, et ceci à l'aide d'un nœud particulier qui – savamment noué – se défaisait au moment de s'évanouir. Ce défi jouant avec le suicide risqué avait fait plusieurs victimes. La dernière victime en date, qui avait succombé par son zèle de se distinguer devant «la communauté», était une fillette anglaise de huit ans, payant son courage avec sa mort – devant la caméra, c'est-à-dire «en direct». En Chine, de tels «défis» sont poursuivis par la loi, de même que les enfants chinois sont strictement à protéger de jeux vidéo glorifiant la guerre ou la brutalité, les algorithmes de leurs programmes empêchant la diffusion dans ces cas.

La même ignorance de ce qui se passe dans les réseaux numériques a également régné, au début de la guerre en Ukraine, dans de larges couches de nos populations. Les représentations d'atrocités de guerre ont alors fait rage, sur *Tiktok* plus intensément que sur d'autres médias sociaux, parmi eux des vidéos filmant des actes constituant des violations du droit international et des Conventions de Genève. Il était possible,

par exemple, de lire les noms des soldats tués sur leurs uniformes, l'écriture n'étant pas rendue illisible par pixels. Les enfants chinois ne voient pas de telles vidéos. Chez nous, elles ne sont effacées que sur plainte pénale. Mais avant, elles auront été cliquées par d'innombrables «users», âgés, jeunes ou enfants...

### Et chez nous?

Les faits le démontrent: la Chine réglemente l'accès des enfants et adolescents mineurs aux jeux en ligne, aux médias sociaux et à Internet. Elle a tiré les conséquences des expériences vécues, au cours des années précédentes, dans ce pays technophile. Quiconque ne fermant ni les yeux ni les oreilles se voit confronté, chez nous, aux problèmes identiques à ceux auxquels la Chine fait face avec ses réglementations. Les médias numériques sont présents partout, même chez les plus jeunes enfants. Ils sont ainsi exposés au cyber-harcèlement, au harcèlement sexuel, aux vidéos violentes et aux jeux de guerre. Les troubles psychiques et la dépendance aux jeux en résultant constituent des problèmes graves faisant sérieusement entrave au développement sain de nos enfants. Chez nous, ils sont devenus une partie croissante, remplissant les cabinets des psychologues et des pédiatres. En Suisse, dans un premier temps, les troubles n'ont pas été suffisamment pris au sérieux comme dans l'exemple de la Chine. Le besoin d'agir est énorme. Notons au passage qu'en 2021, les jeux vidéo et toute autre sorte de «gaming» ont généré en Suisse un chiffre d'affaires de 1,32 milliard de francs. D'ici 2026, on prévoit une augmentation à 1,79 milliard.<sup>4</sup>

### Contrôle de l'opinion par des techniques de manipulation

Face à ce fait indéniable, le ton hargneux qui règne dans nos contrées face aux efforts chinois n'en est que plus surprenant. Les deux articles mentionnés font abondamment état de contrôle, de mesures draconiennes, de volonté des dirigeants de s'imposer, d'éducation politique, de consolidation idéologique, de culture nationaliste, de «gardiens du Graal moral», de «direction de l'Etat en tant qu'instance morale», d'une «vision du monde conservatrice du chef d'Etat et de gouvernement chinois Xi Jinping», et quantité d'autres termes dévalorisants. On prétend que ces mesures prises seraient peu efficaces. Manifestement, on se trouve à nouveau face à une manipulation médiatique devenue dominante et appelée «framing» (encadrement), dans la littérature spécialisée à ce sujet. Cela signifie que l'on donne à un fait un encadrement d'interprétation précis et figé, de sorte que «son sens» apparaisse sous le jour souhaité, même s'il se trouve souvent dans un contexte tout autre, dissimulé. Dans ce cas, il s'agit manifestement de faire apparaître les réglementations chinoises comme autoritaires, conservatrices et envahissantes. Dans un autre contexte, la même réalité consisterait à considérer les efforts du gouvernement comme une tentative sérieuse de protéger le développement psychique et physique de la génération montante: un défi incontournable.

Bien sûr, on peut supposer qu'il y aura des failles dans ces réglementations et dans l'existence probable de quantité de personnes cherchant comment les contourner. De même que chez nous, par exemple, des automobilistes en excès de vitesse essaient d'échapper à une sanction en utilisant des applications de radars, se mettant ainsi en danger, eux-mêmes et d'autres personnes. Personne ne voudrait pour autant supprimer les limitations de vitesse. Au contraire, c'est un bon signe pour une société que de chercher des solutions aux problèmes qui la défient. Sur Internet en particulier, beaucoup de choses ne sont pas encore réglées. Rappelons le fait que nous avons affaire à une technologie très récente. Le premier smartphone est apparu en 2007. Ces appareils n'ont donc que 16 ans, n'ayant pas encore atteint l'âge de devenir majeur, et aujourd'hui, ils se retrouvent pourtant en fiers parents de jeunes enfants. Face à cette vitesse rapace d'évolution technologique, il s'agit donc de remédier à l'état anarchique régnant, en recourant aux règles et aux lois indispensables à l'éducation parentale et scolaire appropriée. Nos pays qui se targuent d'être des démocraties occidentales pourront donc, pour le bien de tous, entrer en concurrence (paisible!) avec les efforts de la Chine et prendre des mesures en ce sens, ou meilleures encore! Cela ne serait-il un sujet concret pour raviver la campagne électorale par un peu plus de sérieux?

### Un mot quant aux multinationales chinoises

L'une des plus grandes entreprises Internet chinoises est *Tencent*. Elle produit des jeux numériques à destination du marché mondial. Bien entendu, les directives et les lois de leur gouvernement ne passent pas sans influencer leurs bilans. Mais là aussi, une solution est envisagée: *Tencent* produira dorénavant, en collaboration avec le fournisseur en ligne *Alibaba* et d'autres entreprises, des composants informatiques améliorés, appelés «puces informatiques»<sup>5</sup>, qui sont actuellement très demandés et qui doivent rendre la Chine indépendante des importations étrangères. Un marché de substitution pour les bénéfices réalisés, avant qu'entrent en vigueur les nouvelles lois, par des produits à effets nuisibles, surtout aux enfants aux adolescents!

<sup>1</sup> «*Neue Zürcher Zeitung*» du 17/10/23 et «*Neue Zürcher Zeitung*» du 1/09/23

<sup>2</sup> v. Kreiss, Christian. *Les médias sociaux et l'utilisation excessive d'Internet causent des dommages gigantesques(1)* Ds: *Horizons et débats* N° 22 du 25 octobre 2023, p. 7.

<sup>3</sup> Une caractérisation qui rappelle la guerre de l'opium, qui a marqué le début de la période de soumission de la Chine aux intérêts économiques des grandes puissances occidentales. Une description à ne pas mettre au placard.

<sup>4</sup> <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/221310/umfrage/prognose-der-umsatze-mit-video-games-in-der-schweiz/>

<sup>5</sup> Une puce informatique contient des millions de composants électroniques microscopiques appelés

### «Le modèle bolivien d'extraction du ...» suite de la page 7

tamment *Alkem* (Australie), *Livent* (États-Unis), *Lithium Americas* (Canada), *Posco* (Corée du Sud) et *Ganfeng-Lithea* (Chine). Trois projets sont actuellement en production: celui de *Livent* dans la province de Catamarca, celui d'*Orocobre Ltd* et *Toyota* à Jujuy, et celui d'*Exar* (*Lithium Americas* et *Ganfeng*) également dans la province de Jujuy. Les Etats n'y sont pas les véritables exportateurs, mais les groupes qui exportent du lithium à partir de ces pays. Le plus grand acheteur de ce lithium est l'Asie, à savoir la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Et c'est là que se déroule le développement technologique dans ce domaine, pas aux Etats-Unis ni en Europe. En tant qu'Européens, nous devons en prendre conscience. Nombreux sont ceux qui croient encore que nous sommes à la pointe du développement scientifique, mais ce n'est malheureusement plus le cas, nous devons encore beaucoup y travailler et surtout mettre fin au néocolonialisme.

### En Argentine et au Chili, l'Etat a également son mot à dire

Je souhaite tout de même relativiser la suprématie des entreprises privées et tiens à souligner l'engagement de l'Etat en Argentine et au Chili. En ce sens, l'Argentine a laissé la porte ouverte à ce procédé, en imposant tout d'abord que les groupes internationaux fournissent un pourcentage de 5 à 20% de la production à l'industrie argentine. Pour ce faire, une petite entreprise publique a été créée sous le nom de Y-TEC. Elle doit produire des cellules et des batteries. Cette production de batteries est destinée aux voitures en Argentine, y compris dans les régions rurales. L'Argentine est un pays immense, et si l'on veut avoir de l'énergie, il faut relier l'approvisionnement central en énergie aux endroits éloignés. C'est coûteux, mais avec la production de batteries et des installations solaires, on peut y parvenir rapidement. C'est cela qui a été développé en Argentine et j'espère que cela va continuer à progresser. L'Argentine ne veut pas s'engager dans d'autres voies.<sup>1</sup>

Par ailleurs, le modèle argentin prévoit une participation d'environ 3 à 8% des gouvernements provinciaux aux projets des groupes internationaux. C'est très peu, et le gouvernement central argentin s'en plaint, car la volonté des gouverneurs de provinces d'agir pour leur propre compte va à l'encontre des intérêts de l'ensemble de l'Etat. Il y a une forte protestation de la population indigène, qui veut que l'eau et les terres demeurent en l'état. Cela crée d'importants conflits dans les provinces.

Dans le cas du Chili, il y a actuellement beaucoup d'espoir, car le gouvernement *Boric* a annoncé en février sa stratégie nationale pour le lithium. *Boric* a déclaré qu'à partir de 2030, les deux groupes internationaux mentionnés prendraient une participation dans l'entreprise publique sous la forme d'une sorte de *coentreprise* avec 51% de parts pour le Chili et 49% pour les groupes. Ce choix a causé une levée de boucliers du camp néolibéral, qui a conservé au Chili une forte influence depuis *Pinochet*, mais le chef du

gouvernement a dit clairement que tant qu'il sera au gouvernement, le lithium ne profitera pas à des groupes ou à des personnes individuelles, mais doit appartenir à tous les Chiliens. *Boric* se positionne donc comme le président mexicain, qui a annoncé que cette ressource stratégique doit profiter à tous les Mexicains.

La stratégie nationale du Chili en matière de lithium stipule également que les groupes internationaux doivent investir dans la chaîne de production-transformation, comme en Bolivie. Enfin, l'objectif est que les groupes internationaux travaillent également avec la nouvelle technologie DLE, l'extraction directe du lithium, afin d'éviter les déperditions d'eau. Je vous remercie de votre attention.

<sup>1</sup> Le 22 septembre 2023, après ma conférence, *amerika21* a annoncé que les filiales du groupe pétrolier public YPF, Y-Tec et YPF *Litio*, ont maintenant signé un protocole d'accord avec la société *Eusati GmbH* de Düsseldorf pour faire avancer la production et le traitement du lithium par l'Etat.

(Traduction *Horizons et débats*)